

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 4 novembre 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°501 ■

FORUM DE LA JEUNESSE
AFRICAIN À ORAN

**L'emploi, l'éducation
et l'entrepreneuriat,
centres d'intérêt des
jeunes participants**

P 16

1,7 MILLION D'UNITÉS DE LOGEMENT RÉALISÉES
ENTRE 2020 ET 2024

L'Algérie a réalisé des avancées considérables

À l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la Révolution algérienne, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a lancé hier, depuis la wilaya de Aïn Defla, l'opération nationale de distribution de 102 136 unités de logement de tous types à travers le pays. C'était l'occasion pour le ministre de dresser le bilan de son secteur durant le quinquennat 2020-2024, au cours duquel 1,7 million d'unités de logement ont été réalisées, et de faire également une projection sur le prochain quinquennat 2025-2029. P 3



ALGÉRIE-CORÉE DU SUD

**Lancement à Alger
d'une formation
dans le domaine
du photovoltaïque**

Une formation sur la production d'énergie photovoltaïque animée par des experts de l'Agence coréenne de coopération et développement (KOICA) et de la société coréenne de communauté rurale (KRC) a débuté, dimanche à Alger, visant à partager l'expérience et la technologie coréenne en matière de production d'énergie solaire.

P 2

2090 MILLIARDS DE DA
ENGRANGÉS EN HUIT MOIS
PAR LA DGI

**Les recettes fiscales
en hausse**



La Direction générale des impôts (DGI) a réalisé 2090 milliards de DA de recettes fiscales durant les huit premiers mois de l'année en cours, soit une hausse de 4 % par rapport à la même période de 2023, a indiqué le directeur de la communication de la DGI, Mounir Didoune.

P 2

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À
L'INITIATIVE DE COMMERCE
GUIDÉ

**«Il faut concilier les
principes et les
intérêts»**

La Tunisie, l'Égypte, le Kenya, le Ghana, le Cameroun, le Rwanda, l'île Maurice et la Tanzanie, récemment rejoints par l'Algérie, ont adhéré à l'initiative de commerce guidé, qui est entrée en vigueur ce mois de novembre. Bien que cette initiative fasse partie de la ZLECAF et qu'elle ait pris un peu de retard dans son exécution, elle n'en demeure pas moins efficace pour parvenir au marché de la ZLECAF. En ce sens, elle reste un passage intermédiaire pour y parvenir. C'est l'analyse faite par Chakib Kouidris, spécialiste de la diplomatie économique, qui estime que l'Algérie dispose de moyens tant logistiques que financiers pour atteindre la vitesse de croisière désirée.

P 5

DU 14 AU 17 NOVEMBRE À EL OUED

**6^e édition du Festival
international du
tourisme saharien** P 3

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE A PROCÉDÉ À
L'INSTALLATION DE 62 CADRES AUX NIVEAUX
CENTRAL ET LOCAL

**Renforcer le travail de terrain
et de proximité avec les
agriculteurs** P 5

MAUVAISE UTILISATION
DU GAZ NATUREL

**Sonelgaz lance
une campagne nationale
de sensibilisation** P 4

ALGÉRIE-CORÉE DU SUD
**Lancement à Alger
d'une formation
dans le domaine
du photovoltaïque**

Une formation sur la production d'énergie photovoltaïque animée par des experts de l'Agence coréenne de coopération et développement (KOICA) et de la société coréenne de communauté rurale (KRC) a débuté, dimanche à Alger, visant à partager l'expérience et la technologie coréenne en matière de production d'énergie solaire, a indiqué un communiqué du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER). Cette formation locale, qui durera jusqu'au 6 novembre en cours, a vu la participation de 20 personnes représentants trois établissements, à savoir le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) et l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), a précisé la même source. Le programme de cette formation comprend des séminaires sur le système coréen de certification de la qualité de la production d'énergie photovoltaïque et la technologie de qualité, ainsi que des séances de la rédaction du document conceptuel du projet (project concept paper, PCP). Visant à développer davantage les résultats de la formation pour les experts algériens en systèmes d'énergie photovoltaïque, qui a débuté en 2021 et s'est terminée en 2023, la formation propose également de "visiter une installation d'essai de production d'énergie photovoltaïque exploitée par le CDER en Algérie et d'explorer des plans de développement grâce à des discussions approfondies avec des experts coréens en matière de contrôle qualité". De hauts responsables du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) et de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) ont assisté à la cérémonie d'ouverture de cet événement, a fait savoir le communiqué. A cette occasion, le directeur de la KRC, Shin Hong Seop, a affirmé que "cette formation est une opportunité précieuse de partager l'expérience et la technologie coréenne en matière de production d'énergie solaire" tout en souhaitant que "la coopération amicale entre l'Algérie et la Corée se développera davantage à l'avenir".

R. E.

2090 MILLIARDS DE DA ENGRANGÉS EN HUIT MOIS PAR LA DGI
Les recettes fiscales en hausse

La Direction générale des impôts (DGI) a réalisé 2090 milliards de DA de recettes fiscales durant les huit premiers mois de l'année en cours, soit une hausse de 4 % par rapport à la même période de 2023, a indiqué le directeur de la communication de la DGI, Mounir Didoune.

Par Sirine R

Selon l'intervenant ces recettes fiscales représentent 70% de la fiscalité ordinaire, en expliquant cette amélioration de recettes par une relance économique et également par les mesures prises par les services des impôts envers les contribuables. « Les mesures prises par le gouvernement en faveur des opérateurs et entreprises ont impacté positivement sur la relance économique et de facto sur les recouvrements fiscaux », a-t-il dit.

Parmi les facilitations, l'intervenant a cité, entre autres, la disposition de la loi de finances de 2023 concernant l'assainissement de la dette fiscale de quatre années. « Les personnes physiques et morales ayant des dettes fiscales datant de plus de quatre ans sont dispensées du paiement des pénalités de recouvrement, dans le cas d'un paiement du montant du principal des dettes au plus tard le 31 décembre 2024 », rappelle-t-il, en appelant les contribuables ayant des dettes à saisir cette opportunité avant l'expiration des délais fixés par la loi. Le directeur de la communication de la DGI a fait savoir que beaucoup de contribuables ont adhéré à ce dispositif, en précisant que dépassé ce délai du 31 décembre 2024, des procédures seront prises à l'encontre des contribuables n'ayant pas honoré leur engagement envers les services du fisc. Concernant la fiscalité pétrolière, le même responsable a souligné dans une déclaration à une



chaîne de télévision qu'elle a atteint les 2723 milliards de DA au 31 août 2024. Le but des autorités, indique-t-il, c'est d'augmenter la fiscalité ordinaire au moins pour assurer la couverture des dépenses de l'Etat, notant une nette hausse des recettes de cette fiscalité comparativement aux années précédentes, dont la totalité des recettes du budget de l'Etat parvient de la fiscalité pétrolière. Une amélioration est donc enregistrée, mais qui demeure faible, dont des efforts sont à consentir par les services des Impôts afin d'augmenter significativement ses recettes, tout en réduisant notre dépendance aux hydrocarbures.

Par ailleurs et dans le cadre de la modernisation des services fiscaux, des plateformes multiples ont été mises en service facilitant la tâche pour les contribuables, à l'instar de Moussahama'tic et Jibayatic,

permettant aux contribuables le paiement de leurs impôts en ligne et e-banking. Le même responsable a indiqué qu'un nombre important de contribuables se sont adonnés à ce système de paiement en ligne et un travail est en train de se faire par la DGI pour sensibiliser et encourager les gens à l'utilisation de ces nouveaux modes de paiement.

Il a annoncé également que la plate-forme «Tabioucom» lancée en Août dernier, dédiée exclusivement pour l'achat de timbres fiscaux pour le passeport, pièce identité et permis de conduire, en attendant sa généralisation la vignette automobile, a connu un large succès. Les chiffres sont à l'appui : « Acquisition en ligne de 5513 timbres fiscaux de pièces identités, 15178 timbres passeport et 222361 timbres permis de conduire, pour un montant total de plus de 12 milliards de DA », conclut-il.

MINERAI DE ZINC ET DE PLOMB DE BEJAIA

**Signature du contrat de réalisation entre la joint-venture
algéro-australienne «WMZ» et la société chinoise «Sinosteel»**

Un contrat pour la réalisation de la mine de zinc et de plomb à Thala Hamza- Oued Amizour (wilaya de Bejaïa), ainsi que pour la construction d'une usine de traitement de ces deux matériaux, a été signé, samedi, entre la joint-venture algéro-australienne "Western Mediterranean Zinc" (WMZ) et la société chinoise "Sinosteel", tout en adoptant une cadence de réalisation "rapide" pour ce projet stratégique qui jouit d'un suivi constant des hautes autorités du pays, en tête desquelles le Président de la République. La joint-venture algéro-australienne comprend l'Entreprise nationale des produits miniers non-ferreux et des substances utiles (ENOF), l'Office national de recherche géologique et minière (ORGM), ainsi que la société australienne "Terramin", chargés de la gestion

du projet, tandis que "Sinosteel" a été chargée, selon le contrat signé au siège du groupe "Sonarem", de la réalisation de la mine, de l'usine de traitement, ainsi que des infrastructures de ce projet stratégique. Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a félicité les responsables du groupe "Sonarem", "Terramin" et "Sinosteel" pour la signature de ce contrat, réaffirmant l'importance économique de ce projet et la nécessité de respecter les délais de réalisation et d'accélérer son entrée en service, prévue pour juillet 2026", selon un communiqué du ministère.

De leur côté, les PDG de "Terramine", Feng Cheng, de "Sinosteel", Hua Guangming ont mis en avant leur détermination à réaliser le projet selon les normes internationales, en faisant de ce projet un modèle de référence dans le do-

main, conformément à l'étude de faisabilité y afférente, approuvée suivant les règles prévues dans les exigences de protection de l'environnement, de sécurité, et de développement économique et social, notamment à travers la création d'emplois et la formation continue. La mine d'Oued Amizour possède l'une des plus grandes réserves mondiales en la matière, dépassant 54 millions de tonnes, dont 34 millions de tonnes exploitables pendant 20 ans. Le projet vise à extraire 170.000 tonnes de concentré de zinc et 30.000 tonnes de plomb. Le ministère prévoit que le projet, une fois opérationnel, générera un chiffre d'affaires de 215 millions USD et un bénéfice net de 60 millions USD. L'entrée en exploitation de cette mine créera près de 1.000 emplois directs et 4.000 indirects.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

1,7 MILLION D'UNITÉS DE LOGEMENT RÉALISÉES ENTRE 2020 ET 2024

L'Algérie a réalisé des avancées considérables

À l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la Révolution algérienne, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a lancé hier, depuis la wilaya de Aïn Defla, l'opération nationale de distribution de 102 136 unités de logement de tous types à travers le pays. C'était l'occasion pour le ministre de dresser le bilan de son secteur durant le quinquennat 2020-2024, au cours duquel 1,7 million d'unités de logement ont été réalisées, et de faire également une projection sur le prochain quinquennat 2025-2029. Le ministre a souligné qu'à travers des programmes ambitieux de logement et d'aménagement, l'État perpétue non seulement la mémoire des martyrs, mais contribue également au développement du pays.

Par Mourad A.

Depuis 2020, l'Algérie a réalisé des avancées considérables en matière de logement, avec la distribution de 1 700 000 unités, un programme massif qui vise à répondre à la demande croissante et à renforcer le rôle social de l'État, selon Belaribi. Ce dernier souligne que la politique adoptée est inclusive et s'adapte aux besoins variés de la population. Dans ce cadre, 493 000 logements publics locatifs ont été attribués pour soutenir les familles à revenu modeste, tandis que 82 000 logements promotionnels aidés ont été proposés à des prix accessibles. De plus, 522 959 logements de type AADL, très appréciés par les citoyens, ainsi que diverses options de logements promotionnels publics et libres, ont été mis en place. Pour soutenir les populations dans les zones rurales, 407 000 logements ruraux ont été construits, et 172 959 logements sont actuellement en construction dans les zones d'aménagement social, garantissant ainsi une couverture nationale optimale. Le ministre a particulièrement insisté sur l'importance de favoriser le développement des régions de l'intérieur, notamment les Hauts Plateaux. "Chaque citoyen doit avoir droit à un cadre de vie décent, peu importe où il se trouve en Algérie," a affirmé le mi-

nistre. À titre d'exemple, il a cité la wilaya d'Aïn Defla, qui a bénéficié de 26 740 unités de logements entre 2020 et 2024. "Ces efforts permettent aux habitants de s'installer durablement et confortablement dans leur région d'origine," a-t-il ajouté. Outre le logement, des infrastructures publiques ont été mises en place. Entre 2020 et 2024, 931 nouvelles infrastructures ont vu le jour, répondant aux besoins croissants de la population. Le ministre a également souligné l'effort dans le domaine de l'éducation, avec 1 546 établissements éducatifs construits. "Nous investissons dans nos enfants et leur futur," a-t-il affirmé, ajoutant que cela reflète l'engagement de l'État à offrir un cadre scolaire adéquat aux jeunes générations.

Vers la réalisation de deux millions de logements d'ici 2029

Dans un élan de continuité, Mohamed Tarek Belaribi a évoqué le plan quinquennal 2024-2029. Ce programme, qui prévoit la réalisation de 2 millions de logements d'ici 2029, s'inscrit dans la volonté de l'État de répondre aux besoins grandissants de la population. "Nous devons préparer le terrain pour un avenir prospère," a-t-il expliqué. Pour 2025, un budget conséquent a déjà été planifié, incluant 261 milliards de dinars en

autorisations d'engagement et 349 milliards en crédits de paiement. Selon le ministre, cela permettra de lancer 235 000 unités de logements dès l'année prochaine, répartis entre 10 000 logements publics locatifs, 40 000 aides pour le logement rural, et 185 000 logements de type vente-achat. Le ministre a également fait part de l'immense succès rencontré par le programme AADL 3. "Le nombre d'inscriptions témoigne de l'adhésion populaire à cette formule," a-t-il déclaré. En effet, 1 400 000 inscriptions ont été enregistrées en juillet dernier, avec 1 024 342 validations provisoires. Pour garantir le succès de ce programme, une réserve foncière de 7 000 hectares a été allouée à la première phase. "Nous avons fait en sorte que chaque détail soit anticipé pour répondre aux attentes," a insisté M. Belaribi. Pour conclure, le ministre a rappelé que cette vaste distribution de logements, initiée à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution, constitue un hommage aux martyrs. "C'est un acte de fidélité envers nos héros, en assurant aux Algériens un logement digne et un environnement sain," a-t-il affirmé. En bâtissant des infrastructures solides et en investissant dans le futur, "nous honorons notre histoire et jetons les bases d'un avenir serein pour les générations futures," a-t-il conclu.

CERIST

Journée d'étude sur le thème «Novembre : de l'histoire de la lutte à l'avenir de la recherche»

Une Journée d'étude sur le thème "Novembre : de l'histoire de la lutte à l'avenir de la recherche" a été organisée, dimanche à Alger, par le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST), à l'occasion de la commémoration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolu-

tion de libération. Lors de cette rencontre scientifique, les participants ont rappelé les principes sous-tendant la Révolution du 1er Novembre 1954, notamment l'attachement ferme à la revendication du recouvrement de la souveraineté nationale et le ralliement du peuple à cette Révolution, désormais étudiée dans les plus

grandes universités du monde. A ce propos, le directeur du CERIST, Mokhtari Zoheir, a souligné que cette grande Révolution "nous a appris que les hommes sont prêts à tout sacrifier pour la liberté et la souveraineté, car c'est la seule voie pour préserver son identité et tracer son avenir et celui de ses enfants". Il a, à cet égard, insisté

sur "la nécessité de préserver la Mémoire nationale à travers la conscientisation des jeunes et la poursuite du processus d'édification pour réaliser le progrès et la prospérité de cette nation et préserver ainsi le legs des Chouhada". La rencontre a, par ailleurs, été marquée par les interventions de plusieurs participants autour

de la thématique de la Révolution de libération, notamment l'analyse, l'impression et la distribution de la Proclamation du 1er Novembre 1954 sur l'ensemble du territoire national, les étapes historiques qui ont suivi le déclenchement de la Révolution et le rôle des étudiants dans le soutien à la lutte armée.

70° ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GLORIEUSE RÉVOLUTION DE LIBÉRATION

Des milliers de logements distribués dans les wilayas de l'Est du pays

Des milliers de logements réalisés dans le cadre des différentes formules d'habitat ont été distribués, dimanche à l'occasion du 70e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, dans les wilayas de l'Est du pays au cours de cérémonies présidées par des cadres du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, et les autorités locales. Dans la wilaya de Skikda, où 2.868 logements des différentes formules ont été distribués, l'inspecteur général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Hicham Bouali, représentant le ministre du secteur, a souligné dans une allocution prononcée à cette occasion, que

cette opération, inscrite dans le cadre de la célébration du 70e anniversaire de la glorieuse Révolution, traduit l'engagement de l'Etat à assurer une vie décente aux citoyens. A Khenchela, le directeur général de la Ville au même ministère, Abdelhak Sedoui, a salué les efforts déployés par les cadres du secteur de l'Habitat qui ont réussi à réaliser, dans cette wilaya, les différents programmes inscrits dans les décrets contractuels, comme en témoignent la distribution de plus de 2.700 logements des différentes formules et le lancement de plusieurs programmes d'habitat inscrits au cours de cette année. Dans la wilaya de Batna, le directeur gé-

néral de la construction et des moyens de réalisation au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Redha Bouarioua, qui a supervisé la distribution de 2.195 logements des différentes formules, a souligné que les unités distribuées aujourd'hui s'ajoutent aux précédents quotas attribués au cours de la période 2020-2024, estimés à 31.000 logements, avant de préciser que le ministère œuvre à valoriser les expériences acquises au cours des cinq dernières années en matière de réduction des délais de construction et de livraison des logements aux citoyens. A Constantine, le wali, Abdelkhalek Sayouda, a présidé une cérémonie au cours de laquelle des clefs de logements

ont été symboliquement remis à leurs bénéficiaires dans le cadre d'un quota de 2.861 unités qui viennent compléter, selon le chef de l'exécutif local, le programme des deux dernières années qui comprenait 20.000 logements, dont 14.000 sociaux, ce qui met en lumière, a-t-il dit, les efforts de l'Etat en la matière. M. Sayouda a révélé, à cette occasion, que 1.050 logements publics locatifs seront distribués "avant la fin de l'année en cours". Les autres wilayas de l'Est du pays ont connu une ambiance analogue à l'occasion de la célébration du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution.

DU 14 AU 17
NOVEMBRE À EL OUED
**6^e édition du
Festival
international du
tourisme
saharien**

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat organise la 6e édition du Festival international du tourisme saharien, du 14 au 17 novembre prochain dans la wilaya d'El-Oued, en vue de "contribuer de manière efficace" à renforcer l'attractivité touristique, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. Ce Festival vise à promouvoir le produit touristique saharien et à "renforcer les fondements du développement de cette activité économique dans toutes les wilayas du sud, en mettant en avant le produit touristique saharien comme pilier du tourisme algérien". La wilaya d'El-Oued, ville aux mille coupoles, a été retenue pour accueillir cet événement important au regard de ses atouts touristiques variés, ainsi que de son patrimoine matériel et immatériel et les traditions de ses habitants, a précisé la même source. Le programme de cet événement prévoit "de nombreuses activités touristiques, culturelles, artistiques et sportives qui caractérisent les différentes wilayas du sud, visant à promouvoir le produit touristique saharien algérien riche et diversifié, avec la participation d'opérateurs et d'acteurs locaux et étrangers dans le secteur du tourisme et de l'artisanat". Le Festival "offrira également aux participants et aux visiteurs l'occasion d'explorer la beauté de la nature saharienne et de partager leurs expériences, servant de plateforme d'échange d'idées et d'expertises dans le domaine du tourisme saharien, à travers le salon du tourisme saharien, mais aussi la conférence scientifique organisée à cette occasion", conclut le communiqué.

HYDROCARBURES

Sonatrach entame ses premières livraisons de gaz naturel vers la République Tchèque

Le groupe Sonatrach a entamé la livraison des premières quantités de gaz naturel vers la Tchéquie à travers le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie, a-t-il annoncé hier dans un communiqué. "Sonatrach a entamé, en date du 1er octobre 2024, la livraison des premières quantités de gaz naturel à la compagnie tchèque CEZ dans le cadre d'un contrat d'achat et de vente de gaz naturel conclu dernièrement par les deux compagnies", a précisé la même source. Ce gaz, destiné à la fourniture de la République Tchèque, est transporté à travers le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie, a fait savoir le communiqué. Cette livraison intervient après "la conclusion des négociations fructueuses ayant duré deux années" entre les deux parties et constitue "le premier jalon de coopération entre les deux compagnies en vue de consolider leur relation à plus long terme", a souligné également la compagnie nationale. Ce premier contrat permettra à Sonatrach de "conquérir une part du marché gazier tchèque et de renforcer également son rôle de fournisseur fiable de long terme en gaz naturel du marché européen", a-t-on encore indiqué de même source.

TRANSPORT AÉRIEN

Le ministère des Transports examine trois demandes d'opérateurs privés

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana, a annoncé, samedi à Alger, que trois opérateurs privés avaient déposé leurs dossiers auprès du ministère pour obtenir l'autorisation d'exercer dans le domaine du transport aérien. Dans une déclaration à la presse en marge d'une conférence sur la sécurité dans l'aviation civile, organisée par la compagnie Air Algérie, le ministre a précisé que les services du ministère étaient actuellement trois dossiers d'opérateurs privés souhaitant investir dans le secteur du transport aérien. Il s'agit d'entreprises algériennes ayant déjà

investi dans d'autres secteurs, a indiqué M. Zahana, précisant que ces dossiers doivent remplir les conditions nécessaires et obtenir un financement suffisant. Le ministre a assuré que ses services «œuvrent sans relâche pour accompagner ces opérateurs à compléter leurs dossiers et concrétiser leurs projets». Dans ce sens, Zahana a révélé «l'ouverture du secteur à une entreprise privée pour exercer dans le domaine du transport maritime de voyageurs aux côtés de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV)». Quant au thème de la conférence, le mi-

nistre a appelé tous les acteurs de la sécurité dans le transport aérien à investir dans tous les moyens disponibles, allant des infrastructures au développement de la flotte, en passant par la formation et la qualification des ressources humaines, afin de renforcer la sécurité. Il a également mis en avant «l'importance du travail collectif et de l'intensification des efforts et de la mobilisation de tous les acteurs pour faire de l'Algérie, un pays pionnier en matière de sécurité de l'aviation civile et un modèle à suivre aux niveaux régional et international».

MAUVAISE UTILISATION DU GAZ NATUREL

Sonelgaz lance une campagne nationale de sensibilisation

Une campagne nationale de sensibilisation aux dangers d'une mauvaise utilisation du gaz naturel a été lancée, samedi, à partir de la commune de Bouati Mahmoud (Guelma), par le président-directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal. Président, à l'occasion d'une visite de travail dans la wilaya de Guelma, le lancement d'une première caravane de sensibilisation coïncidant avec l'arrivée de la saison hivernale, à la mechta de Mekassa (commune de Bouati Mahmoud) située aux abords de la route nationale n 80 (Guelma-Skikda), M. Adjal a indiqué que cette campagne nationale englobera l'ensemble des wilayas du pays. Au

cours de cette campagne qui met à contribution plusieurs secteurs, notamment les collectivités locales, la direction du Commerce et celle de la Protection civile, ainsi que les services de sécurité, le groupe Sonelgaz s'attachera à "exhorter les citoyens à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tout risque lors de l'utilisation d'appareils fonctionnant au gaz naturel", et à les informer des "bonnes pratiques pour une utilisation sûre de cette énergie", tout en les familiarisant avec les différents risques encourus, comme les éma-

nations de monoxyde de carbone, souvent à l'origine de nombreuses intoxications. La campagne nationale de sensibilisation se déroule en même temps que l'installation, dans les foyers de tous les abonnés en Algérie, de détecteurs de monoxyde de carbone, opération qui devrait être achevée "au cours des six premiers mois de 2025", d'autant qu'elle a atteint 80 pour cent dans 23 wilayas, en particulier celles situées sur les Hauts plateaux où elle devrait être terminée "avant le 31 décembre prochain", a affirmé le même responsable.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 03 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Novembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	93	116	70	البطاطا
	Tomate	165	187	143	الطماطم
	Oignon sec	50	56	43	البصل الجاف
	Ail sec	435	497	373	الثوم الجاف
	Carotte	91	101	80	الجزر
	Navet	99	113	85	لفت
	Poivron	128	146	110	الفلفل الاخضر
	Piment	147	167	128	الفلفل الحار
	Courgette	138	153	124	الكوسة
	Haricot vert	183	203	163	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	116	130	102	الخس
Fruits frais	Pomme locale	345	452	239	التفاح المحلي
	Datte	506	641	370	التمر
	Poire	410	502	318	الأجاص
	Raisin	198	242	154	العنب
	Grenade	134	162	106	الرمان
	Banane	393	409	377	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1771	1896	1646	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	427	441	414	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	1,08	-0,87	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,13	-0,74	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 279,00	NC	0,00	-0,25	-0,41	11,99	5,48	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-4,52	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-15,26	2,03	-	0	0,00

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À L'INITIATIVE DE COMMERCE GUIDÉ

«Il faut concilier les principes et les intérêts»

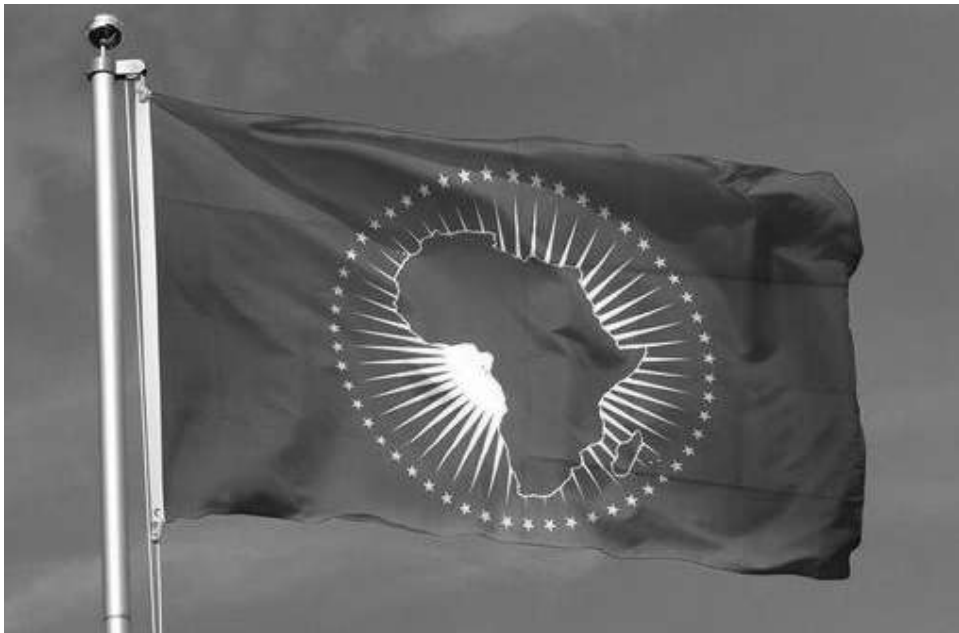
La Tunisie, l'Égypte, le Kenya, le Ghana, le Cameroun, le Rwanda, l'île Maurice et la Tanzanie, récemment rejoints par l'Algérie, ont adhéré à l'initiative de commerce guidé, qui est entrée en vigueur ce mois de novembre. Bien que cette initiative fasse partie de la ZLECAF et qu'elle ait pris un peu de retard dans son exécution, elle n'en demeure pas moins efficace pour parvenir au marché de la ZLECAF. En ce sens, elle reste un passage intermédiaire pour y parvenir. C'est l'analyse faite par Chakib Kouidris, spécialiste de la diplomatie économique, qui estime que l'Algérie dispose de moyens tant logistiques que financiers pour atteindre la vitesse de croisière désirée.

Par Réda Hadi

En vertu de cette adhésion, les opérateurs économiques peuvent effectuer des échanges commerciaux avec leurs homologues des pays partenaires de l'initiative sans contraintes douanières, conformément à l'accord de la Zlecaf.

En effet, ce spécialiste qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, a souligné en ce sens que cette Initiative permet à toutes les parties prenantes de se tester. « Pour l'Algérie », a-t-il affirmé « nos priorités sont en phase et en ligne avec les priorités de la Zlecaf, ce qui lui permettra une plus grande sinon meilleure intégration »

Pour l'expert les opérateurs économiques algériens doivent tirer profit dès aujourd'hui des avantages accordés dans le cadre des échanges commerciaux avec les pays ayant adhéré à cette initiative, afin de promouvoir les exportations algériennes hors hydrocarbures et de concrétiser les objectifs de l'accord de la Zlecaf visant à augmenter de manière significative le volume des échanges commerciaux entre les pays africains. Et pour cela, l'Algérie estime que la logistique et les transports sont une priorité. Et ce d'autant plus que notre pays au regard des autres pays africains, est assez avancé dans ces domaines. Pour lui l'Algérie dispose d'un atout important pour réussir, qui est la diplomatie économique. Pour Kouidri la diplomatie algérienne a la particularité de concilier les principes et les intérêts. Il est à noter que ces dernières



années, un nouvel élan et une nouvelle dynamique ont été insufflés à notre diplomatie, avec une multiplication des sorties, des rencontres bilatérales et multilatérales afin de conclure des partenariats et de consolider les relations avec de nombreux pays à travers le monde. Cela peut se faire à travers une multitude d'actions, notamment en utilisant notre réseau diplomatique pour assister les entreprises algériennes et les accompagner dans leur quête à l'international. « Il y a deux axes principaux sur lesquels nous pouvons agir. Le premier consiste à utiliser le réseau de la diplomatie économique pour promouvoir les exportations et placer les produits algériens à l'international. Le deuxième vise à promouvoir

l'Algérie en tant que destination, afin d'encourager les investissements directs étrangers dans le pays. » Et de constater qu'en dehors de la Zlecaf, l'Algérie est de retour sur la scène internationale et que de nombreuses activités se font dans plusieurs pays, notamment africains. Nous pouvons citer, entre autres, l'ouverture de nouveaux comptoirs de banques algériennes ou mixtes en Afrique. Nous assistons également à l'ouverture de nouvelles lignes aériennes et à de nombreux échanges économiques avec un certain nombre de pays, tels que l'Italie, la Chine, la Russie, le Qatar et la Turquie. Nous pouvons dire qu'il y a des réalisations notables en cours et des perspectives à explorer. »

COOPÉRATION Le président de la République reçoit le vice-ministre cubain des Forces armées

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le vice-ministre cubain des Forces armées, le Général de Corps d'Armée Joaquin Quintas Sola. "Ma rencontre avec Monsieur le président a été fraternelle et fructueuse, dans le cadre des liens de fraternité et d'amitié qu'entretiennent l'Algérie et Cuba depuis plus de soixante ans", a déclaré à la presse le vice-ministre cubain des Forces armées au sortir de l'audience. "Je tiens à présenter mes vœux au peuple algérien et à ses Forces armées, à l'occasion du 70^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution algérienne, et à leur adresser à tous mes chaleureuses et fraternelles salutations. Vive l'Algérie et vive Cuba", a ajouté le Général de Corps d'Armée Joaquin Quintas Sola. L'audience s'est déroulée en présence du Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chagnegriha, du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, du ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, et du ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE A PROCÉDÉ À L'INSTALLATION DE 62 CADRES AUX NIVEAUX CENTRAL ET LOCAL

Renforcer le travail de terrain et de proximité avec les agriculteurs

Synthèse S R.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a présidé, hier à Alger, la cérémonie d'installation de 62 cadres aux niveaux central et local. L'objectif de l'installation de ces cadres est de renforcer le travail de terrain et de proximité avec les agriculteurs et les producteurs.

Le mouvement a concerné 11 cadres relevant de l'administration centrale (directeurs et sous-directeurs), et 51 cadres locaux, (à savoir 30 directeurs de services agricoles et 21 conservateurs des forêts). M. Cherfa a précisé que ce mouvement visait à « promouvoir le secteur agricole et à mettre en œuvre la feuille de route adoptée par l'Etat pour réaliser la stratégie de déve-

loppement des cultures stratégiques à travers le travail de terrain et de proximité, en adoptant une approche proactive ». Affirmant que « l'agriculture est un travail de terrain et non administratif », le ministre a insisté sur l'impératif de ne plus suivre la méthode administrative, tout en recourant « aux meilleures compétences nationales pour développer le secteur de manière à répondre aux attentes du citoyen algérien ». M. Cherfa a souligné la nécessité « d'un travail de terrain et proactif, en programmant toutes les opérations », rappelant à ce propos les plans nationaux pour l'agriculture et les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la réduction des importations des produits agricoles, notamment le blé dur et l'orge. Il a, en outre,

signalé que la relance du secteur « dépend largement du travail local avec les producteurs », mettant en avant « les plans adoptés par le secteur pour les cultures stratégiques ». S'agissant de la campagne labours-semelles, il a rappelé l'engagement du Secteur à réussir l'opération, notamment en ce qui concerne les légumineuses et la mise en place d'un plan pour la production des pommes de terre primeur et de garde ainsi que les plantes oléagineuses. M. Cherfa a également évoqué la mise en valeur des terres par irrigation, en vue d'atteindre 300 hectares irrigués dans le Sud, qui seront consacrées aux céréales et aux cultures stratégiques. Par ailleurs, M. Cherfa a rappelé l'importance économique du Secteur, dont la contribution au PIB était de 18%

l'année agricole écoulée (2023-2024), soit une production de plus de 35 milliards de dollars USD, précise le ministre. Quant à la commercialisation des produits agricoles, il a souligné « l'importance d'ouvrir des espaces commerciaux afin de garantir la disponibilité des produits à des prix raisonnables, tout en coordonnant avec les directions locales pour la commercialisation du produit agricole destiné au citoyen ou à la transformation des aliments ». Au terme de la cérémonie, le ministre a présenté ses remerciements aux services des forêts pour l'action préventive menée dans le cadre de la lutte contre les incendies des forêts et à tous les responsables veillant au développement de l'agriculture et à la préservation des forêts.

BATNA

Deux forages pour améliorer l'approvisionnement en eau potable du chef-lieu de wilaya

Deux forages destinés à l'approvisionnement en eau potable de 66.000 habitants de la ville de Batna ont été mis en service samedi avec la supervision du chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek. Dans les explications données au wali en marge de sa visite aux deux communes de Batna et Djerma, le directeur local des ressources en eau Djoudi Bensalah a précisé que le coût du projet de réalisation et d'équipement de ces deux forages de 30 litres/seconde et 100 litres/seconde de débits a atteint plus de 72 millions DA au titre d'une opération d'urgence de renforcement de l'alimentation en eau potable de la population du chef-lieu de wilaya. La même opération porte sur la réalisation de 10 nouveaux forages et la réhabilitation de trois autres forages, leur équipement et leur raccordement au réseau de distribution de l'eau potable ainsi qu'au réseau d'électricité pour une enveloppe financière de 400 millions DA, selon la même source. De son côté, le wali de Batna a affirmé que la wilaya a connu depuis 2022 à ce jour la mise en exploitation de 60 forages de débits variant entre 10 et 100 litres/seconde ce qui a contribué au renforcement de l'approvisionnement en eau potable de la population.

SKIKDA

Le chemin de wilaya CW-33 rouvert à la circulation

Le chemin de wilaya CW-33 reliant les deux communes d'Ouled Hebaba et Zerdaza dans la wilaya de Skikda, a été rouvert samedi à la circulation après une opération de réhabilitation, d'entretien et de modernisation. La wali de Skikda, Mme Houria Meddahi a présidé en compagnie des autorités locales la réouverture à la circulation de cette route dont les travaux de réhabilitation ont mobilisé une enveloppe financière de 393 millions DA. Dans une rencontre avec la presse, Mme Meddahi a précisé que ces travaux ont été lancés au mois de mars passé sur 12,5 km de cet axe routier montagneux étroit qui se trouvait en état de dégradation constituant un danger pour les usagers, accentué par ses multiples virages étroits et les glissements de terrain. Les travaux exécutés ont porté notamment sur l'élimination des points noirs et l'élargissement des virages pour assurer la sécurité des usagers de la route, a précisé la responsable de l'exécutif local. Cette route a été rouverte à la circulation dans le cadre des festivités commémoratives du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution.

LAGHOUAT

Ouverture du 10^e Salon national de la créativité féminine

Le 10^e Salon national de la créativité féminine a été ouvert samedi dans la wilaya de Laghouat avec la participation de 27 wilayas du pays, selon les organisateurs.

Intervenant lors de l'ouverture de cette manifestation, le directeur de la jeunesse et des sports (DJS) de Laghouat, Abdelhamid Lahrache, a affirmé que "ce salon, retenue au titre de la célébration du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, le 1er Novembre 1954, sous l'égide du ministère de tutelle, tend à rendre hommage à la femme algérienne pour son patriotisme et militantisme tout au long de l'histoire". "Cette manifestation nationale vise également à mettre en valeur la contribution grandiose de la femme algérienne dans la Guerre de libération nationale, dans notamment l'action armée, le logistique et les informations, en sus de la documentation, par certaines, des hauts faits de la révolution, et les sacrifices consentis pour le recouvrement de la souveraineté nationale", a indiqué de son côté le commissaire



du salon, Abdelhamid Badis Bentireche. Pour sa part, Nour-El-Houda Nasri, de la wilaya de Khenchela, a indiqué que ce salon tend à promouvoir les créativités féminines algériennes, ajoutant qu'elle ambitionne à travers cet événement de valoriser les produits cosmétiques et esthétiques à base des extrait naturels, tra- duisant, ainsi, le lien historique entre les créativités des Moudjahidate de l'Algérie combattante et des femmes de l'Algérie indépendante. Mme Anissa de la wilaya d'Oran a, pour sa part, exposé des échantillons des modèles de recyclage des déchets et d'autres simulant les épopées menées dans la wilaya d'Oran. Cette manifestation qu'abrite la maison de la culture "Abdallah Benkeriou", trois jours durant, prévoit des expositions et ateliers d'exposition de produits des participantes, tous domaines confondus et des communications, ont indiqué les organisateurs.

JIJEL

Des citoyens de la commune de Boudriaa Ben Yadjis bénéficient des prestations d'une caravane médicale

De nombreux citoyens de la commune de Boudriaa Ben Yadjis (Jijel) ont bénéficié, samedi, des prestations d'une caravane médicale pluridisciplinaire initiée par l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) de Djimla. Dans une déclaration à l'APS, en marge du coup d'envoi de cette caravane médicale, donné devant l'école Khecha-Ahmed dans la localité de

Chouf (commune de Boudriaa Ben Yadjis), le directeur de l'EPSP, Mohamed Redha Kessour, a indiqué que cette caravane, initiée à l'occasion de la commémorative du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution, s'inscrit dans le cadre d'un programme d'amélioration de la prise en charge du malade. Tous les moyens logistiques et médicaux ont été mobilisés pour assurer la meilleure prise en

charge possible des malades de la région et de ses alentours, a ajouté le même responsable, soulignant que les consultations sont assurées dans plusieurs spécialités dont la pédiatrie, l'endocrinologie, la néphrologie et l'orthopédie. Pour rappel, plusieurs caravanes médicales ont déjà été organisées dans les communes d'El Aouana, de Ghebala, d'Oudjana et de Boucif Ouled Askeur.

IN SALAH

Nouveaux projets pour améliorer le cadre de vie de la population locale

De nouveaux projets de développement, tous secteurs confondus, ont été retenus au profit des communes de la wilaya d'In Salah, visant à améliorer le cadre de vie de la population locale et à répondre à leurs préoccupations, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Ces opérations concernent les communes de Foggaret-Ezzoua, In Ghar et In Salah, où la première pierre a été posée par le wali de la wilaya, Abdel-

kader Bendjima, à l'occasion des festivités marquant le 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution de libération nationale. Parmi les projets, on note la construction d'une polyclinique dans le quartier de "Dghamcha" à In Salah, le lancement d'un chantier de 200 logements sociaux locatifs (LSL), ainsi que le raccordement de plusieurs exploitations agricoles aux réseaux d'électricité, notamment dans les zones agricoles "Sahel" et

"Foggaret Haj Soghi". Ces initiatives visent à soutenir les agriculteurs de la région. L'ancienne gare routière de transport de voyageurs de la ville d'In Salah, après avoir été réhabilitée, a repris ses activités, offrant aux voyageurs un espace confortable. Elle a été baptisée au nom du défunt moudjahid Ouled Yachir Mohamed. La population de la localité de "Djouali" a également bénéficié d'un projet de construction d'une école d'enseignement moyen (CEM)

d'une capacité de 200 repas/jour. Le wali a rassuré les habitants du village "Essahla Al-Gharbiyya" sur la concrétisation "prochainement" d'un établissement similaire, tout en annonçant la réalisation d'une autre structure éducative pour la population de la localité de "Hassi Lahjar". Les communes d'In Ghar et de Foggaret-Ezzoua ont également bénéficié de nouveaux projets de développement, visant à améliorer la qualité de vie de leurs habitants.

EL-BAYADH

Des infrastructures mises en service et lancement de projets de développement

Des infrastructures réalisées au titre du programme de développement ont été mises en service et de nouveaux projets ont été lancés, samedi dans la wilaya d'El-Bayadh, dans le cadre des festivités commémoratives du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale. A cette occasion, le wali d'El-Bayadh, Noureddine Belaribi, en compagnie des autorités civiles et militaires et de la famille révolutionnaire, a procédé dans la commune de Brizina à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un centre de proximité de stockage des céréales d'une

capacité de 50.000 quintaux. La future infrastructure, dont le délai de réalisation a été fixé à 6 mois, a nécessité une enveloppe financière de 215 millions de dinars, mobilisée dans le cadre des opérations de développement supervisées par la direction locale des Equipements publics ciblant la réalisation, à travers plusieurs communes, de 6 autres infrastructures similaires, indique-t-on. Dans la même collectivité locale, il a été procédé également à la pose des premières pierres des chantiers de réalisation de deux écoles primaires implantées à la cité des 300 logements et à la cité "El-Fetah". Deux éta-

blissements scolaires, dont les chantiers sont pilotés par la même direction, seront achevés et livrés dans un délai de six mois, souligne-t-on. Dans la commune de "Kerarda", les autorités de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest ont procédé à la mise en service du réseau de distribution du gaz naturel sur une longueur de 10 kilomètres, à la faveur du raccordement de 230 foyers des agglomérations secondaires d'El-Maghsel et Toulal à cette source d'énergie. Une enveloppe financière de 600 millions de dinars a été affectée à la concrétisation de cette opération, note-on.

La tentation de Mars

Un monde de propriétaires et de sans-travail est explosif. Je me propose dans ce texte au travers des rapports entre appropriation, travail et propriété de rendre compte de l'évolution de l'Etat social en général et dans les sociétés postcoloniales en particulier. L'État social emprunte son modèle à la social-démocratie. Au centre de ce modèle est un rapport de complémentarité entre la propriété et le travail. C'est ce rapport qui est aujourd'hui menacé avec le ralentissement de la croissance et l'accroissement des charges sociales (vieillesse et jeunesse des populations).

2^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Tous propriétaires, non plus de ressources communes, mais de ressources (communes) appropriées et transformées par des individus. Le travail de la nature n'a plus d'importance, l'origine commune de la propriété ne compte plus, la nature n'a pas de compte, pour la compétition il n'existe pas. Propriété et travail se sont différenciés, le travail de la nature ne possède plus la chose, il s'est retiré sans exiger de dû. On dira la nature généreuse ou ingrate, jusqu'à ce qu'elle sorte de sa passivité et réclame des comptes aux humains. Le travail humain se réclame seul propriétaire direct de la chose. Le travail et la propriété. La (lutte pour la) vie différencie la propriété et le travail. Le travail engendre la propriété et la propriété transforme le travail. Il n'y a que du travail et de l'appropriation du travail. La propriété collective (tribale ou seigneuriale) s'est faite sociale, la propriété privée s'est fait propriété privée exclusive et générale. Le travail humain se défait et se refait en savoir-faire et énergie. Ou autrement dit, tout geste peut se réduire en geste technique et énergie. Le savoir-faire se détache du geste (devenu technique) et s'objective en machines en même temps que la machine s'attache une énergie extérieure au corps humain pour s'animer. Le travail s'accumule en savoir-faire en se différenciant en savoir-faire subjectif, attaché au corps humain (« capital humain »), et objectif, détaché du corps humain (machine). La mémoire qui recueille le savoir est interne et externe au corps humain, elle est subjective et objective. Il y a ainsi objectivation d'une partie du savoir-faire et externalisation d'une partie de la mémoire humaine. L'homme s'équipe comme d'un exosquelette que constitue l'ensemble des machines qui l'assiste dans l'accomplissement de ses tâches. Exosquelette composé d'une multitude d'esclaves mécaniques, serviteurs non-humains, obéissant au doigt et à l'œil à son porteur. Exosquelette qui serait réduit à néant sans la contribution d'énergies non humaines. Porteur qui devrait se contenter de serviteurs humains et de services réduits si elles venaient à ne plus être employées. Serviteurs entre esclaves et salariés. Rappelons que la guerre et la dette fabriquent les esclaves.

Le marché tribal n'était animé que par une énergie renouvelable, principalement humaine et animale. La théorie de la propriété et l'esclavage. La propriété différencie les individus selon le nombre de travailleurs (humains et non humains, vivants et non vivants) qu'ils possèdent ou dont ils peuvent louer le service. Les salariés possèdent des travailleurs non humains (esclaves domestiques mécaniques que sont les biens durables) et des serviteurs humains attachés ou non à leur personne. Ils possèdent des travailleurs non humains et achètent les services de travailleurs humains et non humains. La société limite les usages de la propriété en distribuant des droits. Sur le marché du travail, la société salariale sépare le travail de la personne. Sur le marché du travail non esclavagiste. Le marché du travail peut être unifié, obéir aux mêmes règles, ou segmenté, obéir à des règles différentes. Il s'ensuit une séparation régulière ou irrégulière. La violence domestique et le travailleur qui ne peut se défendre de la violence de son employeur ne sont pas sans rapport avec l'esclave qui ne dispose pas de son corps. La personne et son travail ne sont pas nettement séparés. Il faut alors comme soumettre le corps pour soumettre ou soumissionner le travail. On dispose de la personne autant que de son travail. Dans l'économie marchande, les propriétaires possèdent des esclaves mécaniques qui produisent des marchandises à l'aide du travail humain qu'ils louent. Plus exactement des esclaves mécaniques qui leur permettent de posséder le produit de travailleurs humains. Sans la propriété d'esclaves mécaniques, le marché n'autorise pas l'appropriation du travail d'autrui, les conditions marchandes dictant les conditions de production. Il faut vendre pour produire. Il y a donc des travailleurs propriétaires d'autres travailleurs qu'eux-mêmes ou du travail d'autres travailleurs qu'eux-mêmes d'un côté et les travailleurs sans-propriétés avec ou sans travail d'un autre. Un travailleur sans propriété parce que sans travail ne peut plus être propriétaire de lui-même. L'institution de l'esclavage n'est plus nécessaire à l'esclavage. L'esclave n'est pas propriétaire de lui-même, sa vie est entre les mains des propriétaires qui ne consentent pas à partager avec lui le travail et la propriété. Le salarié possède un salaire qui lui donne le pouvoir d'acheter les services d'autres travailleurs humains et non humains, mais il ne possède pas de travail-

leurs non humains autres que domestiques à la différence du propriétaire. Le salarié est un travailleur consommateur qui peut se transformer en « esclave pour dettes » s'il lui arrivait d'être sans travail. Les frontières entre travailleurs humains et non humains, la chose et la personne peuvent être poreuses. Avec la fin de l'esclavage, le propriétaire est propriétaire de travailleurs non humains, vivants et non vivants, mais pas des travailleurs humains qu'il se soumet. De ces derniers, il possède leur travail, mais pas leur personne. Le salarié, travailleur consommateur, n'a pas la propriété du travail du travailleur qui lui vend son service, mais celle du produit ou du service de son travail. Il loue pour une période déterminée le service de travailleurs ou du travail qui sont la propriété d'autres travailleurs. On est propriétaire de la machine, du travail du travailleur et du produit ou service du travail du travailleur. On est esclavagiste, employeur d'une personne ou d'un service. Mais entre les trois, il n'y a pas discontinuité radicale. Les salariés ne sont pas égaux, ils disposent de pouvoirs d'acheter différents. Certains peuvent acheter les services de nombreux travailleurs, ils vivent du travail ou du service de nombreux travailleurs qu'ils ne possèdent pas. D'autres au contraire, proches de l'état d'esclave, peuvent à peine disposer des services des esclaves mécaniques nécessaires à leur subsistance. Travailleurs domestiques pour la plupart, ils travaillent pour subsister, ils ne peuvent subsister sans travailler. Voilà pourquoi la société salariale ambitionne de venir à bout du travail domestique : mettre un terme à la confusion entre relation personnelle et relation impersonnelle, substituer la relation impersonnelle à la relation personnelle qui serait du coup expurgée de la violence. Il n'y aurait plus de rapports corps à corps, mais rapport de service à service. Soit règne du contrat entre « personnes libres », monopole et exercice légitime de la violence. Cette ambition salariale justifie la distinction entre travail domestique et travail salarié en vue d'une subsumption de la relation domestique sous la relation salariée et la propension des hommes à ne pas partager les tâches du travail domestique. Le travail domestique serait condamné à disparaître avec l'extension du travail salarié. Plus besoin d'épouse, d'enfants, de famille, juste des services du travail d'autrui. Sauf qu'à la disparition présumée de la relation domestique, c'est le nombre des travailleurs sans travail

qui s'accroît. Avec le salariat, le continuum se déploie entre deux extrêmes celle du travailleur propriétaire (entrepreneur sans usine) à celle du travailleur sans travail, en passant par le travailleur consommateur. Les humains ne sont pas égaux, ils ne disposent pas des mêmes droits sur eux-mêmes, sur les autres et la production. Certains disposent d'eux-mêmes, de leur travail, les uns du produit de leur travail (travailleurs propriétaires), les autres d'un simple pouvoir d'achat sur la production (travailleurs non propriétaires) ; d'autres ne travaillent pas et ne peuvent pas disposer d'eux-mêmes. En justifiant l'appropriation puis la propriété par le travail, on rétablit l'esclavage en privant de travail. Des humains sont privés de travail et ne peuvent pas disposer d'eux-mêmes parce qu'ils ne peuvent pas s'approprier le travail des autres, des humains disposent d'eux-mêmes parce que par leur travail ils peuvent exister en s'appropriant le travail ou le service du travail des autres. On assiste alors à une polarisation de l'humanité, un pôle réglé par le contrat, un autre par le corps à corps. Voilà pourquoi la non-reconnaissance du droit au travail comme droit universel mine l'humanité, une partie en sera dotée, une autre en sera privée. Le travailleur propriétaire. Il nous faut distinguer donc trois catégories d'individus. Le travailleur propriétaire est la figure centrale, nodale, du processus de différenciation sociale. Il possède le produit de son travail. Le processus de différenciation sociale différencie le travailleur propriétaire en propriétaire non travailleur à une extrémité et en travailleur non-propriétaire à une autre extrémité : seulement propriétaire ici et seulement travailleur là. Le travailleur propriétaire peut posséder des esclaves mécaniques et du travail salarié. Ils disposent sur les premiers d'une subordination totale et sur les seconds d'une subordination limitée. Par ces premiers, ils disposent des seconds. Il peut posséder tout le travail des travailleurs dont il utilise et revend les services ou s'en approprier, en louer, une partie seulement. Tout dépend de la quantité de travail que chacun a à son service et du rapport de subordination qu'il a sur cette quantité. À un extrême l'esclave qui ne possède rien, pas même lui-même, à l'autre celui qui possède des esclaves et le travail des travailleurs dont il utilise et vend les services et qui se dispense de travailler lui-même.

(A suivre)

Notes

[1] J'emprunte ce titre à l'ouvrage du politiste et diplomate libanais Ghasan Salamé. La tentation de Mars. Guerre et paix au XXI^e siècle. Fayard. 2024. Il s'agira ici moins de géopolitique que d'économie politique.
[2] Fabri, E. (2016). De l'appropriation à la propriété : John Locke et la fécondité d'un malentendu devenu classique. Philosophiques, 43(2), 343–369. <https://doi.org/10.7202/1038210ar>
[3] Peter Turchin. End times : elites, counter-elites, and the path of political disintegration. New York : Penguin Press, 2023.
[4] Wojtek Kalinowski. « Modèle suédois. Et si la social-démocratie n'était pas morte ? » (Charles Léopold Mayer, 2017)
[5] Ibid.
[6] « En 1750, la part relative de la production manufacturière chinoise était de 32,8 %, alors que celle de l'Europe était de 23,2 % – leurs populations respectives étant estimées à 207 millions et 130 millions de personnes. Prises ensemble, les parts de l'Inde et de la Chine atteignaient

57,3 % de la production manufacturière globale [...]. Le produit intérieur brut par habitant en Chine s'élevait à 228 dollars (valeur de 1960), contre 150 à 200 dollars selon les pays en Europe ». Philip S. Golub, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », Manière de voir, no 9, 2006, p. 9.
[7] https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/13/ivan-krastev-les-europeens-ne-sont-pas-menaces-par-l-echec-de-leur-modele-mais-par-ses-succes_6232899_3232.html
[8] Wojtek Kalinowski op. cit. p. 14
[9] Ibid. p. 45
[10] Ibid. p. 54
[11] Ibid. p. 84-85
[12] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/20/suede-le-lent-declin-d-un-modele-qui-n-en-finit-pas-de-creuser-les-inegalites-entre-riches-et-pauvres_6155123_3232.html

[13] <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/suede-le-crepuscule-de-la-social-democratie.html>
[14] Ivan Krastev & Stephen Holmes. Le moment illibéral (The Light that Failed) Arthème Fayard, 2019.
[15] Voir la thèse de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction.
[16] Dans une plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme. Walter Scheidel. Une histoire des inégalités de l'âge de pierre au XX^e siècle. Princeton University Press, 2017. Actes Sud, 2021.

TUNISIE

82 millions \$ en faveur du développement régional

La Tunisie connaît de grandes disparités en matière de développement régional. Dans son plan de développement 2023-2025, le gouvernement a prévu un ensemble de mesures en faveur des régions. 252,2 millions de dinars (environ 82 millions \$) seront mobilisés pour financer le programme de développement régional dans le cadre du projet de budget 2025 de la Tunisie. L'information a été rapportée par les médias locaux, citant le ministre de l'Economie, Samir Abdelhafidh (photo). D'après les informations fournies, ce financement sera alloué aux différentes régions en vue de réaliser de nombreux projets liés à l'éclairage public. De nombreux écarts en matière de développement régional sont constatés en Tunisie. « Les activités économiques se concentrent majoritairement sur Tunis, la capitale, et les régions côtières du nord et nord-est. Les régions rurales de l'intérieur sont majoritairement coupées de ces activités », rapporte GIZ, l'agence de coopération internationale allemande pour le développement. Le gouvernement tunisien a mis en place plusieurs mesures visant à améliorer l'économie locale et à réduire les disparités régionales en collaboration avec ses partenaires internationaux. L'Union européenne (UE) indique ainsi avoir contribué à 256 millions d'euros (environ 278 millions \$) au développement régional et local avec la mise en œuvre de 14 projets en cours de réalisation. A cela s'ajoute un plan de développement 2023-2025 du gouvernement qui comprend un ensemble de priorités, de politiques et de programmes. Le rapport de l'indice de développement régional (IDR) 2021 indique qu'entre 2018 et 2021, que le niveau moyen de l'IDR a baissé en Tunisie, passant de 0,484 à 0,462 en raison de plusieurs facteurs dont la détérioration des conditions de scolarisation suite au manque d'infrastructures éducatives ainsi que le recul de l'activité économique.

MAURITANIE

Mauritel investit 35,2 millions \$ pour améliorer la qualité de service

En août dernier, le régulateur a menacé les opérateurs télécoms de sanctions en raison de la mauvaise qualité des services fournis aux consommateurs. Mauritel risque 313,2 millions d'ouguiyas d'amendes, entre autres.

L'opérateur de téléphonie mobile Moov Mauritel, filiale mauritanienne de Groupe Maroc Telecom, a annoncé le jeudi 31 octobre avoir engagé un programme d'investissement de 14 milliards d'anciens ouguiyas (35,2 millions \$) pour renforcer son infrastructure télécoms. D'une durée de sept mois, l'initiative a permis « d'aboutir à une nette amélioration de la qualité voix et Internet sur l'ensemble du territoire national ». Cela intervient dans un contexte où les usagers et le gouvernement déplorent la mauvaise qualité des services fournis par les opérateurs télécoms. Une mission de contrôle effectuée entre décembre 2023 et janvier 2024 par l'Autorité de régulation (ARE) a montré que « la qualité des services rendus par les opérateurs de communications électroniques à leurs usagers est manifestement en deçà des normes en vigueur, dans plusieurs villes,

localités et axes routiers ». Le gouvernement a donc menacé de sanctionner lourdement les opérateurs télécoms. En plus d'une réduction des licences en cours de trois mois, les sanctions financières encourues sont de 127 millions d'ouguiyas pour Mattel, 313,2 millions d'ouguiyas pour Mauritel et de 100,2 millions d'ouguiyas pour Chinguitel. Une nouvelle mission de contrôle a été lancée en septembre pour vérifier d'éventuelles améliorations et appliquer les mesures prévues par la loi en cas de persistance de la non-conformité. Cette annonce de Mauritel intervient quelques jours après que son concurrent Mattel a annoncé avoir achevé une campagne d'extension et de modernisation de son réseau télécoms engagée en 2022 avec l'appui technique de la société technologique chinoise Huawei. L'amélioration de la qualité de service

devrait permettre à Mauritel de répondre convenablement aux besoins de la clientèle, ce qui a le potentiel de réduire le taux de désabonnement et d'augmenter l'utilisation des services, selon l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA). Cela devrait également permettre à l'opérateur de téléphonie mobile d'éviter des pertes de revenus et de garantir un avantage concurrentiel. Moov Mauritel revendique le statut de « leader incontestable des télécommunications en Mauritanie ». Fin septembre 2024, l'entreprise a déclaré 2,5 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. Fin septembre 2023, elle disposait d'une part de marché de 52 % sur ce segment où elle est en concurrence avec Mattel et Chinguitel. L'opérateur télécoms compte également 15 000 abonnés à la téléphonie fixe et 37 000 abonnés au haut débit fixe.

LIBYE-ITALIE

Huit nouveaux accords signés dans divers domaines d'activités

Le renforcement de la coopération entre l'Italie et la Libye ouvre de nouvelles perspectives économiques pour les deux nations, avec des échanges commerciaux atteignant près de 10 milliards de dollars en 2023, selon l'ITC. La Libye et l'Italie se sont engagées à renforcer leurs relations bilatérales en signant huit accords dans divers secteurs d'activités, en marge de la 30e session du Forum d'affaires libyo-italien qui s'est tenu à Tripoli du 28 au 29 octobre. Ces accords, annoncés par le ministère italien de l'Entreprise et du Made in Italy, couvrent des domaines clés comme les produits

pharmaceutiques, les biotechnologies, les sciences de la vie, les énergies renouvelables, les matières premières critiques et la transition verte et numérique. L'initiative reflète l'engagement stratégique des deux pays à renforcer leur coopération économique, malgré les défis régionaux. Selon Adolfo Urso, ministre de l'Entreprise et du Made in Italy, « ces accords ouvrent de nouvelles voies, tout d'abord en matière de coopération, mais aussi d'échanges commerciaux et d'investissements productifs ». En marge de cette série d'accords, il a également été annoncé la reprise des vols directs entre l'Ita-

lie et la Libye à partir de janvier 2025, facilitant ainsi les déplacements pour les affaires et renforçant les liens économiques. Cette information, relayée par le média italien Agenzia Nova, témoigne de la volonté des deux pays de renforcer leur interconnexion pour favoriser les échanges commerciaux et les investissements. Selon les données de l'International Trade Center, le volume des échanges entre la Libye et l'Italie atteignait déjà 9,8 milliards de dollars en 2023, soulignant l'importance des relations commerciales entre les deux nations. La coopération entre Tripoli et

Rome repose sur des intérêts stratégiques partagés, particulièrement dans les domaines de l'énergie, de la gestion des flux migratoires et de la sécurité régionale. Bien que les deux pays connaissent des défis, notamment l'instabilité politique en Libye et les critiques internationales concernant la gestion des migrants, l'Italie maintient un soutien économique et sécuritaire à la Libye. Dans le cadre du Plan Mattei pour l'Afrique, l'Italie et la Libye ont également convenu de renforcer les partenariats égaux et de consolider les relations avec les nations africaines d'origine et de transit des flux migratoires.

PROTECTION DES ÉCOSYSTÈMES LORS DE LA COP16

L'Arabie saoudite réaffirme son engagement

Le Royaume reste engagé à faire progresser la biodiversité mondiale et la protection de l'environnement, ont souligné ses délégués lors de la 16e Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à Cali, en Colombie. La délégation à la COP16, qui a débuté le 21 octobre et se poursuit jusqu'au 1er novembre, était dirigée par Mohammad Qurban, PDG du Centre national pour la faune et la flore. Des représentants de 196 pays se sont réunis autour du thème "La paix avec la nature". "L'Arabie saoudite a réaffirmé l'objectif ambitieux du Royaume de protéger 30 pour cent de ses zones terrestres et marines d'ici 2030, conformément aux objectifs de conservation de la biodiversité des Nations unies", a rapporté l'Agence de presse saoudienne en début de semaine. "Cet engagement reflète l'approche

proactive de l'Arabie saoudite en matière de conservation des habitats naturels, de sauvegarde des espèces menacées et de lutte contre les défis pressants du changement climatique". La délégation saoudienne a souligné l'importance d'élargir les sources de données pour le suivi de la biodiversité, en insistant sur le fait que des rapports complets et précis sont essentiels pour renforcer les stratégies de conservation. Elle a également plaidé en faveur d'une meilleure intégration des efforts régionaux aux objectifs mondiaux en matière de biodiversité, tout en soulignant le besoin crucial de programmes de renforcement des capacités dans la région arabe, axés sur l'apprentissage collaboratif et l'échange d'informations. L'Arabie saoudite a reçu la prestigieuse certification "Liste verte" lors de la COP16 en reconnaissance de ses réalisations dans la réserve naturelle royale du roi Salman et dans la zone protégée du

bouquetin. Cette reconnaissance souligne l'engagement du Royaume en faveur de pratiques durables en matière de biodiversité et d'une gestion efficace des écosystèmes. Qurban a déclaré à propos de cette reconnaissance: "Notre participation à la COP16 réaffirme l'engagement de l'Arabie saoudite à soutenir les efforts mondiaux en matière de biodiversité et à faire progresser les objectifs du Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal, adopté lors de la COP15 en 2022". "Ce cadre ambitieux fournit une feuille de route pour parvenir à l'harmonie avec la nature, avec l'objectif 30x30 - un engagement à protéger et à restaurer 30 pour cent des zones terrestres et océaniques d'ici 2030 - comme objectif clé". Qurban a ajouté: "La participation de la délégation saoudienne à cette conférence reflète l'engagement du Royaume en faveur de la protection des écosys-

tèmes et de l'amélioration de la biodiversité, conformément à la Vision 2030, à l'Initiative verte saoudienne et à la Stratégie nationale pour l'environnement". Il s'est dit optimiste quant au potentiel de la conférence à conduire à des résultats significatifs en matière de biodiversité mondiale et à inspirer des solutions innovantes pour le développement durable. Les délégués saoudiens ont également mis en avant les initiatives nationales en matière de conservation, notamment les préparatifs de la 16e conférence des parties à la lutte contre la désertification, que l'Arabie saoudite accueillera du 2 au 13 décembre. Les délégués du Royaume ont lancé des invitations à leurs homologues mondiaux et ont donné leur avis sur les documents de la conférence qui reflètent les priorités nationales de l'Arabie saoudite.

BUJUMBURA

L'appel de Félix Tshisekedi à «revoir la gestion des ressources» africaines

Le président congolais s'est rendu au Burundi pour assister au 23ème Sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). L'occasion pour lui de lancer un appel à ses pairs africains, concernant la gestion des ressources d'un continent qui en regorge.

Présent au 23e sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) à Bujumbura, le président de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi a appelé l'Afrique à exploiter ses ressources pour se développer, encourageant le continent à se libérer de la dépendance aux exportations de matières premières non transformées. « Pour prospérer, nos économies devraient briser le cycle de dépendance à l'exportation brute de matières premières et s'appliquer à bâtir des chaînes de valeur avec vocation de transformer et enrichir nos ressources ici même, en Afrique. [...] C'est cela la clé qui ouvre inéluctablement la voie à la création d'emplois et surtout donne à notre jeunesse les moyens de façonner l'avenir de notre beau et grand continent ». Cet appel prend sens dans un contexte où les puissances mondiales se disputent les ressources stratégiques africaines. États-Unis, Chine, France et Corée du Sud notamment rivalisent pour sécuriser l'approvisionnement en minéraux clés comme le cobalt, le cuivre ou le manganèse. La transition énergétique, vitale pour la planète, a des exigences auxquelles l'Afrique est en mesure de répondre, à condition de passer de spectatrice à actrice des chaînes de valeur mondiales. Des accords se multiplient avec les pays africains, mais pour le président congo-

lais, la réponse ne devrait pas venir seulement de partenariats internationaux : elle doit naître d'une dynamique locale et régionale. Le monde a soif de lithium, de cuivre, de minerais rares pour alimenter ses batteries et accélérer la transition vers une économie verte. Des ressources qu'héberge en abondance le continent. Un rapport du réseau PWYP (Publish What You Pay) estime ainsi que l'Afrique pourrait générer 24 milliards USD supplémentaires par an et 2,3 millions d'emplois en intégrant des segments plus avancés des chaînes de valeur liées aux énergies renouvelables. Perçue comme un des moteurs économiques de l'Afrique en la matière, la RD Congo (60% des réserves de cobalt et 2e producteur de cuivre au monde), se place comme porte-étendard de la volonté de transformation locale des ressources. Pour concrétiser cette ambition, le pays a déjà signé des accords de partenariat avec l'Union européenne et les USA entre autres. Mais Tshisekedi mise aussi sur une plus grande collaboration africaine : « Voyons l'Afrique comme un réseau de partenaires capables de se protéger mutuellement face aux chocs du marché mondial. Cela nous oblige à revoir notre gestion des ressources, dans un contexte de course effrénée aux matières premières, tout en gardant à l'esprit que le réchauffement climatique reste une

menace cruciale à surmonter » Et d'ajouter : « Face aux défis du continent, la République Démocratique du Congo considère l'intégration non seulement comme une priorité, mais aussi comme une des voies essentielles pour sécuriser notre avenir. Notre participation au COMESA repose en effet sur cette vision de solidarité et de coopération ». Avec ses 640 millions d'habitants et un PIB cumulé de plus de 1000 milliards USD, le COMESA représente une force capable de hisser l'Afrique au rang de véritable acteur de la chaîne de valeur mondiale de l'énergie. Les ressources de pays comme la RDC et le Zimbabwe, associées au dynamisme industriel d'économies comme le Kenya et le Rwanda, posent les bases d'une chaîne de valeur régionale. Mais le défi du financement demeure. Les pays africains restent largement dépendants des bailleurs de fonds étrangers, dont les politiques d'aide au développement s'accompagnent souvent d'agendas économiques différents. Malgré ces obstacles, l'Afrique peut encore revendiquer une place clé dans les révolutions énergétiques et numériques en cours. À condition de réaffirmer sa souveraineté et de redéfinir ses partenariats, elle pourrait offrir à sa jeunesse les moyens de bâtir un avenir plus prospère, en accord avec les aspirations de tout un continent.

GHANA Le producteur d'or Asante Gold veut mobiliser 75 millions \$ sur le marché local

1er producteur africain d'or, le Ghana incite depuis quelques années les compagnies à s'inscrire sur le marché boursier local pour exposer les investisseurs à la réussite des opérations et ainsi maximiser les retombées de l'exploitation minière. Le producteur d'or basé au Canada Asante Gold a récemment annoncé une levée de fonds de 525 millions USD pour augmenter sa production au Ghana. Pour réussir cette opération, la compagnie prévoit de solliciter les investisseurs locaux à travers l'émission d'obligations libellées en cedis ghanéens et visant à mobiliser 75 millions USD. Cette opération destinée notamment aux fonds de pension du pays s'inscrit dans la continuité de la stratégie gouvernementale visant à maximiser les retombées économiques de l'exploitation aurifère locale. C'est dans ce cadre que les autorités ont obtenu la cotation d'une partie des actions d'Asante sur la bourse du Ghana, afin de permettre aux investisseurs du marché local de participer au succès de l'entreprise. En 2023, le Fonds souverain minier du pays, le Minerals Income Investment Fund, a aussi annoncé la mise en place d'un fonds négocié en bourse (ETF) adossé à l'or et destiné à valoriser les petits exploitants. Pour rappel, le Ghana a ravi depuis quelques années la place de 1er producteur africain d'or à l'Afrique du Sud, et ne semble pas près d'abandonner ce statut. Outre Asante qui prévoit de porter sa production à 500 000 onces d'or par an d'ici 2028 contre un peu plus de 200 000 onces en 2023, le Ghana devrait voir en 2025 l'entrée en production de 2 nouvelles mines. Ahafo North de l'américain Newmont et Namdini du chinois Shandong peuvent ajouter au moins 600 000 onces par an à la production nationale. Le Ghana vise une production de 4,3 à 4,5 millions d'onces d'or en 2024, contre 4 millions d'onces en 2023.

SIERRA LEONE

Plus de 248 millions \$ du FMI pour soutenir l'économie

Axé sur des réformes structurelles et des politiques sociales ciblées, le soutien du FMI vise à renforcer la résilience de l'économie sierra-léonaise, tout en améliorant le niveau de vie des populations et en réduisant la pauvreté. La Sierra Leone bénéficiera d'un soutien financier de 248,5 millions USD du Fonds monétaire international pour renforcer la résilience de son économie. Annoncé le jeudi 31 octobre, cet appui s'inscrit dans un

programme de Facilité élargie de crédit approuvé pour une durée de 38 mois, avec un décaissement initial immédiat de 46,6 millions USD. La FEC vise à soutenir le Plan national de développement 2024-2030 de la Sierra Leone en favorisant la stabilité économique à long terme. L'accent est mis sur plusieurs priorités, notamment la réduction de l'inflation, le renforcement de la viabilité de la dette publique, la reconstitution des réserves de change et l'amélioration

de la gouvernance. Le FMI a salué les récentes réformes économiques entreprises par les autorités sierra-léonaises, affirmant qu'elles ont permis une réduction significative de l'inflation qui est passée de 55% en octobre 2023 à 25% en août 2024, tout en stabilisant le taux de change. « Les efforts ambitieux de réforme déployés récemment par les autorités sont louables. Le resserrement des politiques macroéconomiques a contribué à une baisse substantielle

de l'inflation, aidé à stabiliser le taux de change et renforcé la crédibilité de la politique économique ». Malgré ces avancées, des défis persistent. L'inflation reste élevée et la dette publique, atteignant 78,47% du PIB en 2023, est exposée à un risque conséquent de surendettement. Le FMI souligne l'importance pour la Sierra Leone de maintenir une politique macroéconomique rigoureuse pour contenir la dette, réduire davantage l'inflation et renfor-

cer les réserves internationales. Le pays doit aussi protéger les populations vulnérables tout en soutenant une croissance inclusive. En grande partie dépendante des secteurs minier et agricole, l'économie sierra-léonaise a affiché une croissance de plus de 5% en 2022-2023, en grande partie grâce à l'essor minier, selon l'institution monétaire. Le FMI table sur une stabilisation de la croissance à 4,6% à moyen terme.

GSMA

Le numérique peut contribuer à 10,8 milliards \$ au PIB de l’Ethiopie d’ici 2028

Alors que l'Afrique se digitalise de plus en plus, l'Ethiopie a des perspectives intéressantes pour son économie numérique qui est attendue en croissance substantielle par des analystes, avec un impact bénéfique conséquent sur son PIB. L'opérateur public Ethio Telecom et la GSMA (Association mondiale des opérateurs de téléphonie) ont conclu dans leur rapport « Driving Digital Transformation of the Economy in Ethiopia: Opportunities, Policy Reforms and the Role of Mobile », que l'économie numérique de l'Ethiopie pourrait d'ici 2028 générer 1300 milliards ETB (environ 10,8 milliards \$) à titre de contribution au PIB. Ce rapport conjoint sur la transformation numérique du pays estime qu'une telle perfor-

mance peut être concrétisée par les investissements dans les technologies mobiles et les réformes en cours dans les télécommunications, de quoi booster des domaines clés comme les services publics, l'agriculture ainsi que l'industrie manufacturière. Des avancées qui peuvent aussi générer 57 milliards ETB de revenus fiscaux et plus de 1 million de nouveaux emplois. A titre illustratif, le rapport évoque les 57 milliards ETB de recettes fiscales et la contribution à hauteur de 700 milliards ETB au PIB enregistrées en 2023, grâce aux réformes lancées dans le cadre du programme Home-Grown Economic Reform (HGER). Le taux de couverture des connexions Internet mobiles a cru de 65%, tandis que celui de la 4G s'est mul-

tiplié par 8, grâce à des investissements conséquents d'Ethio Telecom et de Safaricom Ethiopia, mais aussi une concurrence accrue. A ce rythme, la GSM Association prévoit la connexion mobile pour 50 millions d'Ethiopiens d'ici 2028, de quoi rapporter 114 milliards ETB à l'industrie manufacturière, 140 milliards ETB à l'agriculture, et impulser la croissance dans bien d'autres secteurs. Le rapport évoque néanmoins d'importants obstacles à la vulgarisation des technologies digitales en Ethiopie. 76% de la population n'utilise ainsi toujours pas l'Internet mobile, avec une disparité de 40% en défaveur des femmes, relaie We Are Tech Africa qui précise que « réduire cet écart est essentiel pour garantir une inclusion numérique généralisée ».

La GSMA recommande des mesures pour rendre plus abordables les appareils et plus accessibles les services mobiles, l'accélération des réformes et la promotion du mobile money. L'Ethiopie considère la digitalisation importante pour son plan Vision 2025, la voyant notamment apporter de nouvelles opportunités économiques et améliorer la productivité. « L'Ethiopie est bien placée pour être un leader numérique en Afrique de l'Est. Grâce à des réformes stratégiques et à l'amélioration de l'accès aux outils et services numériques, le pays peut libérer des opportunités économiques et sociales sans précédent, au profit de millions de personnes » affirme la directrice de la GSMA en Afrique subsaharienne, Angela Wamola.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Le monde retient son souffle

Le mois d'octobre s'est terminé en sortie de route pour des indices actions rendus nerveux par des résultats d'entreprises mitigés et par la proximité de l'élection présidentielle américaine. La semaine du 4 novembre s'annonce particulièrement importante pour les marchés financiers. Le scrutin présidentiel, mardi, focalisera évidemment l'attention, jusqu'à éclipser en partie la décision de la Fed sur ses taux, jeudi.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Pluxee +11,76 % : l'ancienne filiale de Sodexo a relevé ses objectifs financiers pour les exercices 2025 et 2026. Le groupe vise une croissance organique à deux chiffres pour ces deux exercices. L'entreprise a subi récemment la désaffection du marché pour le concurrent Edenred et les craintes d'une évolution négative de l'environnement réglementaire.
Georg Fisher +13,25 % : le conglomérat industriel suisse a annoncé la vente de ses activités dans les machines-outils pour se concentrer sur son secteur des conduites. La société a également ajusté ses prévisions de rentabilité pour 2024, citant un exercice de transition suite à l'acquisition d'Uponor et des difficultés sur les marchés de la construction et de l'automobile.
DS Smith +13,33 % : les actions de DS Smith ont bondi à Londres après que le détaillant Zalando a prolongé son accord avec la société d'emballage britannique en tant que fournisseur privilégié de services de commerce électronique durables et à base de fibres.
Société Générale +14,99 % : la banque rouge et noire dépasse les attentes au 3e trimestre après un fort rebond de sa marge d'intérêts. Le directeur général délégué Philippe Aymerich et le directeur financier quittent le groupe.
Puig +7,73 % : malgré les vents contraires sur le secteur, les ventes du dernier trimestre ont augmenté de 10% à 2,17 milliards d'euros. Le secteur du maquillage, notamment les marques comme Christian Louboutin, a souffert de la faiblesse du marché asiatique.
Reddit +38,86 % : les actions du réseau social sulfureux bondissent après que le troisième trimestre ait été bénéficiaire, que le chiffre d'affaires ait augmenté et que les perspectives pour le quatrième trimestre aient été supérieures au consensus.
Paycom Software +27,95 % : les actions de la société de logiciels de gestion des ressources humaines ont bondi de plus de 21% jeudi, ce qui en fait la meilleure progression du S&P 500 ce jour-là, suite une annonce de résultat supérieure aux attentes. Après une traversée du désert, l'entreprise semble redresser la barre.
Altria +8,37 % : en plus d'annoncer de bons résultats, le groupe a dévoilé un plan à long terme visant à accroître l'efficacité opérationnelle grâce à l'intelligence artificielle générative et à l'automatisation. Le mot magique.
Carvana +13,11 % : les actions de Carvana ont bondi après l'annonce de résultats trimestriels plus élevés que prévu, grâce à la croissance des ventes et à la réduction des coûts. Les actions sont en hausse de plus de 350% depuis le début de l'année.

Flops
SoftwareOne -44,76 % : la révision en baisse des objectifs sur la croissance et la marge d'EBITDA ne passe pas. Le troisième trimestre a douché tant les espoirs de la direction de SoftwareOne que les attentes des analystes.
Philips -16,79 % : le Néerlandais a revu en baisse son objectif de chiffre d'affaires pour l'exercice en cours après un repli inattendu de ses ventes au troisième trimestre du fait de la faiblesse de la demande en Chine.
Davide Campari -19,86 % : le producteur italien de boissons alcoolisées n'a pas publié à la hauteur des attentes, en ligne avec l'en-

semble de son secteur. La profitabilité a fortement baissé. Capgemini -6,31 % : le groupe de services informatiques a abaissé ses prévisions pour l'année après un recul plus important que prévu de ses ventes au troisième trimestre. La société a également réduit son objectif de marge opérationnelle mais maintient ses prévisions de flux de trésorerie disponible. Carl Zeiss -8,76 % : UBS a abaissé son objectif de cours sur Carl Zeiss Meditec de 71 à 65 euros. Selon l'analyste en charge du dossier, le rapport entre les opportunités et les risques n'est pas encore suffisamment attractif, même après une année médiocre. Estée Lauder -23,69 % : le groupe américain de cosmétiques, qui va changer de patron en janvier, a continué de souffrir au premier trimestre de la baisse de la consommation en Asie, surtout en Chine. Une sanction impressionnante.
Super Micro Computer -44,89 % : Ernst & Young, la société chargée de l'audit de Super Micro Computers, a démissionné après avoir exprimé des inquiétudes quant à l'éthique de l'équipe de direction, ce qui a entraîné une chute brutale du cours des actions de la société de serveurs.
Croc's -20,59 % : les actions du roi des sabbots décontractés ont chuté de plus de 17% mardi après que la société ait publié des perspectives de bénéfices ajustés inférieurs aux attentes pour le quatrième trimestre.
Aptiv -18,67 % : la société a annoncé une baisse des revenus au troisième trimestre et abaissé ses perspectives pour l'ensemble de l'année. Le marché a durement sanctionné le titre en fin de semaine.
Robinhood -11,42 % : le courtier qui déclenche les passions a annoncé un chiffre d'affaires et un bénéfice inférieurs au consensus. Les déceptions sont lourdement sanctionnées sur ces titres spéculatifs.

Matières premières
Énergie : Escalade ou désescalade ? Telle est la question que se pose le marché après la réponse "mesurée" d'Israël à l'Iran au cours du week-end dernier. Les financiers ont d'abord opté pour un apaisement des frictions entre les deux forces régionales, puisque l'Etat hébreu a volontairement épargné les infrastructures pétrolières iraniennes. Cela a contribué à réduire les inquiétudes concernant les perturbations potentielles de l'approvisionnement en pétrole, apportant une forte pression sur les prix en début de semaine. Les cours ont donc baissé cette semaine, mais ils se sont repris en raison de trois facteurs clés. D'une part, l'OPEP+ envisagerait de reporter l'augmentation prévue de l'offre à partir de décembre, ce qui soutient les prix. D'autre part, les stocks de pétrole aux États-Unis ont enregistré une baisse surprise (-0,5 million de barils versus un consensus de +1,5 million). Enfin, le chapitre Iran/Israël est loin d'être terminé puisque l'Iran pourrait lancer à son tour des attaques de représailles contre Israël. Au niveau des prix, le cours du brut cède du terrain, le Brent et le WTI se négocient respectivement à 74,40 et 70,90 USD.
Métaux : Le calme caractérise l'évolution des métaux industriels cette semaine, les opérateurs étant partagés entre la montée de l'aversion au risque en amont de l'élection présidentielle américaine et les bonnes données économiques en provenance de la Chine, qui confirme une légère reprise de son industrie. La tonne de cuivre fait du surplace à 9500 USD (prix spot). Du côté de l'or, le métal doré reste bien orienté à 2753 USD. Produits agricoles : C'est toujours une

histoire de montagnes russes et de sensations fortes qui secoue les prix du cacao. Il faut avoir le cœur bien accroché pour suivre ses fluctuations : après avoir abandonné 9% la semaine dernière, son cours reprend 10% cette semaine.

Macroéconomie
Ambiance : Le calme avant la tempête. Les indicateurs macroéconomiques continuent à plaider en faveur d'une poursuite des réductions de taux directeurs en occident. Aux Etats-Unis comme en Europe, ils alternent le tiède et le froid sans trop s'éloigner d'une tendance centrale compatible avec les attentes des investisseurs, c'est-à-dire un assouplissement progressif des politiques monétaires en parallèle d'un ralentissement économique sous contrôle. L'objectif est évidemment de faire en sorte que la réduction du coût de l'argent fasse rebondir l'activité avant qu'il ne soit trop tard. Au Japon, la banque centrale est engagée dans une partie différente : si la BOJ a laissé ses taux inchangés jeudi, elle a laissé entendre qu'ils devraient continuer à monter par la suite. Il faut mentionner une incongruité dans la statistique la plus attendue de la semaine : les créations d'emplois aux Etats-Unis se sont effondrées en octobre, mais le Département du travail a expliqué que les grèves dans l'aéronautique et les ouragans qui ont frappé le sud-est du pays n'y sont pas étrangers. Difficile, donc, d'y trouver des enseignements en vue de la décision de politique monétaire que la Fed doit adopter la semaine prochaine. La quasi-totalité des économistes pense que la banque centrale va réduire ses taux de 25 points de base additionnels. En Asie, les indicateurs PMI manufacturiers chinois ont frôlé en octobre. Ils sont passés symboliquement en territoire d'expansion pour la première fois depuis plusieurs mois. Les multiples annonces de relance de Pékin n'y sont pas étrangères, mais les investisseurs cherchent surtout à savoir si la tendance va se confirmer dans les mois à venir. Crypto : Le bitcoin (BTC) a flirté avec ses précédents records cette semaine. Le cours du crypto-actif est en hausse de plus de 4% depuis lundi, et se re-

trouve désormais autour des 71 000 dollars. Le BTC s'est même payé le luxe de bondir à 73 600 dollars ce mardi, soit à seulement 200 dollars de son sommet atteint en mars dernier à 73 800 dollars. Un élan haussier qui a été très largement accompagné par des flux massifs dans les ETF Bitcoin Spot, qui enregistrent 2,2 milliards de dollars d'entrées nettes cette semaine. C'est tout simplement l'une des trois meilleures semaines, en termes de flux entrants, pour ces produits boursiers depuis leur commercialisation en janvier dernier. Une tendance qui s'explique principalement par deux facteurs : le premier étant des perspectives de réductions de taux directeurs en occident, ce qui a été historiquement favorable pour l'écosystème crypto, et le deuxième étant les élections américaines avec des spéculations autour d'une administration Trump pro-crypto, ce qui pourrait favoriser l'industrie des crypto-actifs si le candidat républicain est élu la semaine prochaine.

Le monde retient son souffle
L'élection présidentielle américaine du 5 novembre est évidemment le point d'orgue de la semaine à venir. A ce stade, il est impossible de savoir si le scrutin rendra son verdict dans la nuit de mardi à mercredi ou plus tard. En règle générale le suspense ne dure pas, mais en 2020, il a fallu attendre plusieurs jours avant que Joe Biden ne soit déclaré vainqueur. Par conséquent, il n'est pas possible non plus de savoir si la Fed rendra sa décision de politique monétaire du 7 novembre en connaissant l'identité du futur locataire de la Maison Blanche. La Banque d'Australie et la Banque d'Angleterre rendront elles aussi leurs verdicts sur leurs taux respectifs la semaine prochaine. En parallèle, la semaine sera encore très chargée en résultats trimestriels d'entreprises. Notamment Berkshire Hathaway, Vertex, Palantir, Qualcomm, ARM et Airbnb aux Etats-Unis et Novo Nordisk, Unicredit, BMW, Zurich Insurance et Compagnie Financière Richemont en Europe. On ne s'ennuiera donc pas la semaine prochaine sur les marchés financiers ! D'ici là, passez un excellent weekend.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 31 Octobre 2024 Valeur : 04 Novembre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.2133	133.2283
1	EUR	EURO		144.6297	144.6593
1	GBP	POUND STERLING		172.9594	172.9788
100	JPY	JAPANESE YEN		87.5942	87.6099
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7163	18.7205
1	CHF	SWISS FRANC		153.9326	153.9678
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.7267	95.7444
1	DKK	DANISH KRONE		19.3858	19.3894
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4851	12.4889
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.1513	12.1562
1	AED	UAE DIRHAM		36.2673	36.2733
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4677	35.4736
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.6274	434.9602
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.6921	43.1212
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5149	13.5164
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.5433	27.6850
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3547	3.3652
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1271	177.1271

AUX ETATS-UNIS

Les créations d’emplois chutent en octobre

Elles s’élèvent à seulement 12.000 le mois dernier, selon les chiffres du département du Travail. En cause, selon ce dernier, les deux ouragans qui ont frappé le pays et les mouvements de grève en cours.

Seulement 12.000 emplois créés aux Etats-Unis en octobre. C'est le score le plus faible pour le pays depuis 2020. C'est ce qu'a annoncé, ce vendredi, le département du Travail. Un chiffre bien moins élevé que ce qui était attendu, à savoir 110.000 selon le consensus de Market Watch. En comparaison, les créations d'emplois d'août et septembre s'élevaient respectivement à 78.000 et 223.000, des chiffres néanmoins revus à la baisse par rapport à ceux précédemment annoncés. Comment expliquer un tel résultat en octobre ? « Il est probable que les estimations de l'emploi salarié dans certains secteurs aient été perturbées par les ouragans », avance le ministère dans son communiqué. Ces chiffres sont, en effet, issus de deux enquêtes, réalisées auprès de ménages et d'entreprises et administrations, dont le déroulement a sans doute été affecté par les importants dégâts causés par les ouragans Hélène et Milton. Ces derniers, qui ont touché le sud-est des Etats-Unis fin septembre et début octobre, ont provoqué d'importants dégâts et causé au total plus de 200 décès, mettant à l'arrêt une partie de l'activité dans les régions touchées. En outre, souligne le département du Travail, « l'emploi a diminué dans le sec-

teur manufacturier en raison des grèves », notamment celle qui touche l'avionneur Boeing depuis le 13 septembre. Cette dernière pourrait toutefois s'achever la semaine prochaine, les 33.000 salariés en grève devant voter lundi, a priori en faveur de la nouvelle offre améliorée proposée par la direction. Grévistes, mais aussi personnes au chômage technique, sont comptabilisées aux États-Unis comme étant sans emploi. Le taux de chômage est néanmoins stable à 4,1%. Ces chiffres sont malgré tout un coup dur pour le camp démocrate à quatre jours d'une élection présidentielle particulièrement serrée. Nul doute que l'adversaire de la candidate républicaine, Kamala Harris, pourrait s'en saisir pour décrédibiliser le mandat de l'actuel président, démocrate, Joe Biden. « La croissance de l'emploi devrait rebondir en novembre à mesure que nos efforts de reprise et de reconstruction se poursuivent après l'ouragan », a assuré le chef de l'Etat, se voulant rassurant.

Des chiffres scrutés par la Fed

Les chiffres de l'emploi sont également étudiés de près par la Réserve fédérale américaine (Fed), cette dernière étant engagée dans un cycle de baisse des taux

nécessaire pour éviter une flambée du chômage, tout en préservant le recul de l'inflation. « Compte tenu des circonstances qui nous attendent - érosion du pouvoir de fixation des prix et ralentissement du marché du travail - j'ai ré-équilibré mon attention sur les deux côtés du double mandat pour la première fois depuis début 2021 », c'est-à-dire, sur l'inflation et le marché du travail, indiquait d'ailleurs, début septembre, le président de la Fed d'Atlanta, Raphael Bostic. En septembre, l'inflation américaine est tombée à son plus bas niveau depuis février 2021, selon l'indice PCE, privilégié par la Fed. Elle a ainsi ralenti à 2,1% sur un an, contre 2,3% en septembre, atteignant presque l'objectif de 2% fixé par la banque centrale. Sur un mois, cependant, l'indice repart à la hausse, à 0,2% contre 0,1%. D'autant que l'institution américaine pourrait annoncer une nouvelle baisse de ses taux d'un quart de point de pourcentage au cours de sa prochaine réunion, les 6 et 7 novembre, au lendemain de l'élection. Pour rappel, elle a déjà opéré une première baisse le 18 septembre dernier d'un demi-point de pourcentage, à 4,75-5,00%, une première depuis 2020.

INONDATIONS EN ESPAGNE

Au moins 213 morts, nouveaux renforts militaires

Le gouvernement espagnol a annoncé samedi l'envoi de 10.000 soldats et policiers supplémentaires dans le sud-est de l'Espagne afin de venir en aide aux sinistrés et aider à la recherche des disparus, quatre jours après les inondations tragiques qui ont fait au moins 213 morts. Au total, "5.000 soldats" de plus vont être déployés sur le terrain pour faire face à ce qui constitue "la plus grande catastrophe naturelle de l'histoire récente de notre pays", a annoncé le Premier ministre Pedro Sanchez lors d'une déclaration depuis le palais de la Moncloa, sa résidence officielle. Ce chiffre porte à 7.500 le nombre de militaires mobilisés dans les zones sinistrées, soit le "plus gros déploiement de forces armées jamais effectué en Espagne en temps de paix", a insisté le chef du gouvernement, qui se rendra dimanche dans les zones affectées avec le roi Felipe VI. A ces soldats vont s'ajouter 5.000 policiers et gendarmes, chargés d'épauler leurs 5.000 collègues déjà sur le terrain, selon M. SInchez. Des renforts attendus avec impatience dans certaines localités encore confrontées à une situation chaotique. Selon un dernier bilan des services de secours diffusé samedi soir, 213 personnes au total ont trouvé la mort à cause des pluies diluviennes qui sont abattues dans la nuit de mardi à mercredi dans le sud-est du pays. Parmi elles, 210 ont péri dans la région de Valence, deux en Castille-la-Manche et une en Andalousie. Les autorités ont toutefois prévenu ces derniers jours que ce bilan pourrait s'alourdir, alors que les carcasses de voitures accumulées dans les tunnels et les parkings sous-terrain des zones les plus touchées sont désormais méthodiquement examinés.

SEMI-CONDUCTEURS

Nvidia va intégrer l’indice Dow Jones, en remplacement d’Intel

Le géant américain des semi-conducteurs Nvidia va intégrer le célèbre indice Dow Jones, au sein duquel il remplacera son concurrent Intel, a annoncé vendredi S&P Dow Jones, qui gère l'indice. La permutation aura lieu avant l'ouverture de la séance du 8 novembre à Wall Street, selon un communiqué. Cette décision est un nouveau signe de l'émergence de Nvidia, désormais deuxième capitalisation mondiale, à un souffle d'Apple. Elle suit une trajectoire quasi-opposée à celle d'Intel, figure historique du

secteur des microprocesseurs mais en difficulté depuis plusieurs années. Intel cherche à rattraper son retard sur le créneau des puces adaptées au développement de l'intelligence artificielle (IA) générative, dont Nvidia est, pour l'instant, le leader incontesté. À la différence de la plupart de ses grands concurrents, Nvidia en tête, le groupe fabrique lui-même une proportion importante de ses puces. Le Dow Jones, qui compte 30 valeurs, est, de très loin, le plus ancien indice de Wall Street, avec ses 128 printemps. Outre

Nvidia, le spécialiste de la peinture et des revêtements Sherwin-Williams va également devenir membre du vénérable indice, où il succédera au conglomérat industriel Dow. Intel et Dow faisaient partie du Dow Jones depuis 1999 et 2017 respectivement. Ces changements «ont été initiés pour s'assurer d'une meilleure représentativité de l'industrie des semi-conducteurs et de celle des matériaux», a indiqué S&P Dow Jones, filiale du groupe S&P Global. Depuis sa création, la com-

position du Dow Jones a été modifiée à 59 reprises, en comptant l'annonce de vendredi, pour intégrer, notamment des valeurs de la nouvelle économie comme Amazon, Apple ou Cisco. Aucun des trente pensionnaires initiaux de l'indice n'en fait encore partie. General Electric aura été le dernier membre d'origine à sortir, en 2018. Sa représentativité est souvent contestée, car chacun des 30 titres qui y figure est pondéré en fonction de la valeur de l'action, un paramètre jugé peu pertinent.

L'assureur santé UnitedHealth est ainsi, d'assez loin, la première pondération du lot (8,9% de l'indice), alors qu'Apple, première capitalisation mondiale, n'est que 12ème (3,5% de l'indice). Dans le cas des deux autres indices majeurs de Wall Street, le Nasdaq et le S&P 500, l'importance de chaque société est relative à sa capitalisation boursière totale. Néanmoins, même si les professionnels suivent de plus près Nasdaq et S&P 500, le grand public prête souvent grande attention au Dow Jones.

ALLEMAGNE

Nouvelles tensions dans la coalition d’Olaf Scholz

La fuite d'un document rédigé par le ministre des Finances Christian Lindner, chef de file du parti libéral, exigeant des réformes immédiates pour redresser l'économie alimente les spéculations sur un possible éclatement de la coalition autour du chancelier. La fuite d'un document exigeant des réformes immédiates en Allemagne pour redresser l'économie alimente samedi les spéculations sur un possible éclatement de la coalition d'Olaf Scholz dont les divisions s'étalent au grand jour. Cette feuille de route de 18 pages rédigée par le ministre des Finances Christian Lindner, chef de file du parti libéral (FDP), prône un «tournant économique» pour le pays à travers une série de mesures allant à l'encontre des positions de ses partenaires de

gouvernement, le parti social-démocrate du chancelier et les écologistes. Publié vendredi dans la presse, le document a tout d'une «provocation», estime l'hebdomadaire Der Spiegel et le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung. Les propositions de Christian Lindner se lisent comme «une attaque» contre ses alliés de la coalition, estime la Süddeutsche Zeitung, tandis que le tabloïd Bild y voit une «épreuve de vérité» pour le gouvernement. Fin de l'impôt de solidarité Le document relève de la «rhétorique néolibérale» et «n'est pas compatible avec le contrat de coalition», a commenté dans la presse le député SPD Nils Schmid, un proche d'Olaf Scholz. Le ministre des Finances demande notamment la fin de

l'«impôt de solidarité» instauré en 1991, initialement pour financer le coût de la réunification. Il souhaite également que l'Allemagne abandonne les objectifs climatiques plus ambitieux que ceux fixés par l'Union européenne. Il demande aussi de renoncer à plusieurs réformes qui selon lui nuisent à la compétitivité des entreprises, comme l'introduction d'un congé paternité de deux semaines et la loi obligeant à veiller au respect des droits sociaux et environnementaux tout au long de la chaîne de production (devoir de vigilance). Les désaccords de la coalition tripartite, au pouvoir depuis fin 2021, se concentrent sur les solutions pour relancer la première économie européenne menacée de récession pour la deuxième année

consécutive. Les sociaux-démocrates de Scholz ne veulent pas reculer sur les questions sociales, les Verts du vice-chancelier Robert Habeck tentent de sauver leur agenda écologique. Chantre de l'orthodoxie budgétaire, le ministre des Finances, le plus critique à l'égard de ses partenaires, a parlé d'un «automne de décisions». Le budget 2025, qui cristallise toutes les tensions, doit être bouclé en novembre. Plusieurs réunions de négociation sont prévues à partir de la semaine prochaine et l'hypothèse d'une implosion de la coalition, en cas d'impasse des discussions, ne cesse de gagner du terrain. Cela ouvrirait la voie à des élections anticipées avant la date prévue du 28 septembre 2025.

L'Adblue est-il la goutte d'eau qui va faire couler le moteur diesel ?

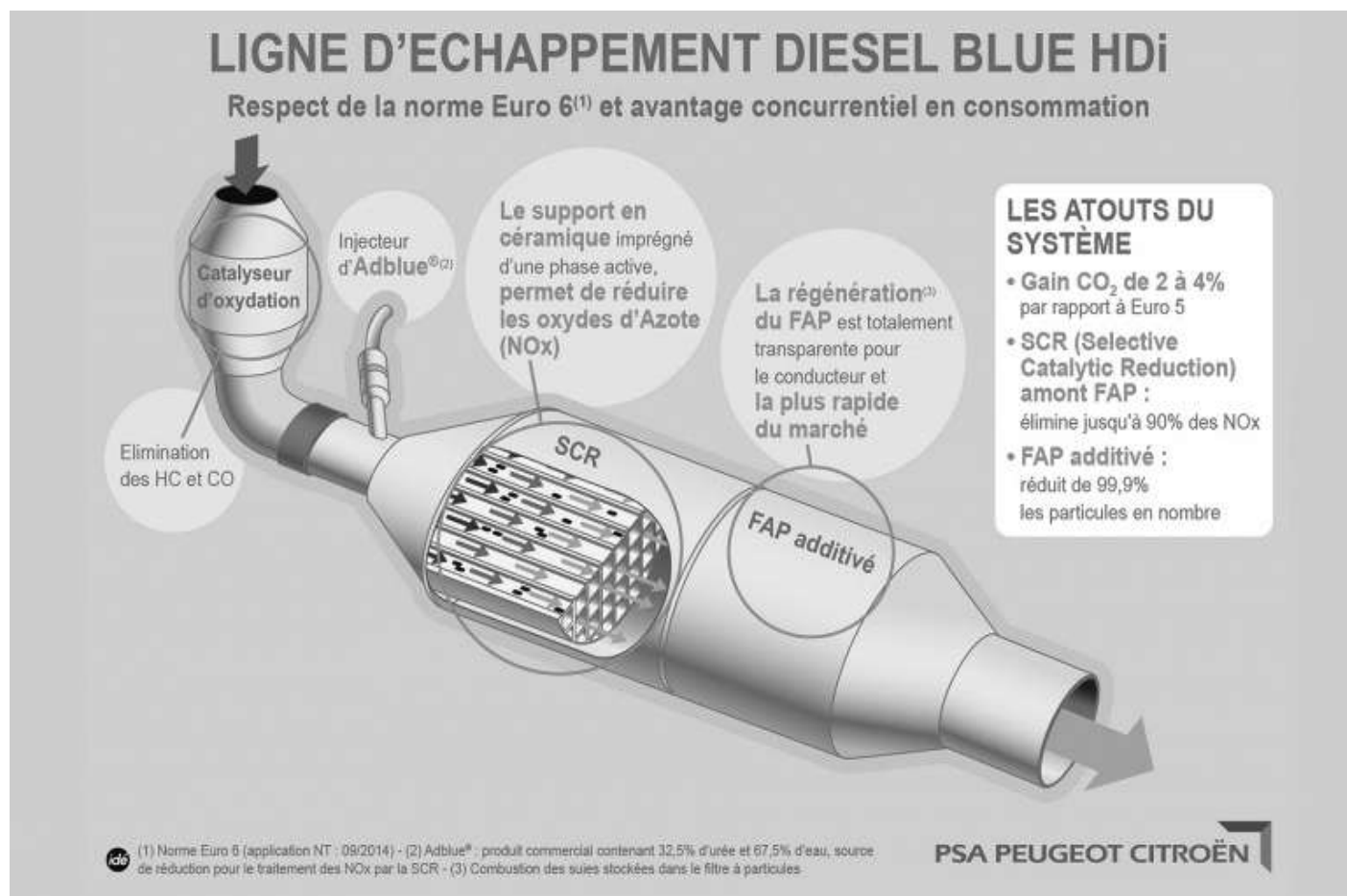
Non content d'engendrer des contraintes supplémentaires et un surcoût à l'achat, l'AdBlue fait aussi de plus en plus parler de lui pour les problèmes de fiabilité qu'il contribue à engendrer. Cette substance anti-pollution menace ainsi d'accélérer la chute du moteur diesel.

Pour les moteurs diesel, l'AdBlue a d'abord été présenté comme une planche de salut. Grâce à ce "produit miracle", qui mélange 32,5 % d'urée et 67,5 % d'eau minéralisée, les constructeurs automobiles ont pu répondre à des normes antipollution toujours plus strictes. En injectant cette substance en amont d'un catalyseur spécifique, baptisé SCR (Selective Catalytic Reduction), il devenait en effet possible de transformer les dangereux oxydes d'azote (Nox), talon d'Achille du "mazout", en inoffensif azote (N₂) et en vapeur d'eau. D'abord concurrencée par le piège à Nox, plus simple et moins coûteux mais aussi moins efficace, cette solution technologique a fini par se généraliser depuis une dizaine d'années sur les véhicules particuliers alimentés au gazole. Mais si elle est redoutable d'efficacité en laboratoire, son utilisation dans la "vraie vie" a montré qu'elle n'avait pas que des avantages pour les automobilistes. Maintenant qu'on dispose d'un recul de plusieurs années, on peut même se demander si l'AdBlue n'a pas plutôt aidé à enfoncer un moteur diesel qui ne cesse de perdre de la vitesse en Europe...

Des problèmes de fiabilité en nombre

Le principal problème posé est sans doute celui de la fiabilité. La grogne n'a en effet cessé de grimper au fil des années, d'autant que plusieurs associations de consommateurs se sont emparées du dossier, en France, en Italie ou encore en Belgique. Le plus souvent, c'est le réservoir qui nécessite un remplacement. La faute, notamment, à un phénomène naturel : la cristallisation de l'AdBlue. Ce liquide peut en effet avoir tendance à se solidifier par temps très froid (- 10°), surtout si le véhicule reste longtemps immobilisé. Cela peut conduire le réservoir à se fissurer ou à se corroder. Dans les cas les plus graves, les injecteurs d'AdBlue peuvent également être endommagés. La facture peut ainsi aller de quelques centaines à quelques milliers d'euros, à des kilomètres assez faibles, et la prise en charge n'est pas systématique.

Le groupe Stellantis, notamment Peugeot et Citroën, semble l'un des plus touchés par ces problèmes. L'entreprise a d'ailleurs accepté de dédommager des propriétaires italiens de modèles diesel et l'association de consommateurs belge Test Achats l'a mise en demeure pour qu'elle fasse pareil outre-Rhin. Mais d'autres constructeurs, comme Renault-Dacia, Volkswagen et ses diverses filiales, Mercedes ou BMW sont également touchés dans des proportions a priori moins importantes. Quel que soit votre voiture, n'hésitez d'ailleurs pas à nous envoyer vos témoignages à l'adresse fiabilité@utomobile-magazine.fr si vous rencontrez des problèmes de fiabilité liés à l'AdBlue. Nous reviendrons prochainement plus en détail sur ce sujet brûlant.



Des contraintes à l'usage

Même quand il fonctionne parfaitement, le système SCR engendre également certaines contraintes à l'usage. Il implique en effet de faire régulièrement le plein d'AdBlue, stocké dans un réservoir supplémentaire. En général, l'opération est assez simple et ne revient pas trop fréquemment. Bien souvent, il n'y même pas besoin de faire soi-même l'appoint : il est possible de laisser la garagiste s'en charger au moment de votre révision. Mais cela augmente la facture et il arrive aussi qu'un message s'allume au tableau de bord avant cette échéance pour signaler qu'il faudra remettre de l'AdBlue assez rapidement. Dans ce cas, même si le véhicule laisse toujours une marge de plusieurs centaines de kilomètres au minimum, il n'est pas possible d'ignorer l'avertissement trop longtemps. Les normes sont strictes sur le sujet : votre voiture refusera de démarrer si le réservoir qui contient le liquide anti-Nox se retrouve à sec. Revue à la hausse ces dernières années, pour tenir compte du durcissement des règles antipollution, la consommation d'AdBlue peut varier assez fortement en fonction de l'utilisation. TotalEnergies évoque une fourchette



située entre 1 et 3 l aux 1 000 km. Attendre la révision périodique ne sera dès lors pas toujours possible.

Un surcoût à l'achat important

Enfin, l'AdBlue ne se contente pas de renchérir légèrement les coûts d'utilisation. La technologie SCR, assez onéreuse, a également contribué à augmenter l'écart entre le prix de vente d'un véhicule essence et celui de son équivalent diesel. Les exemples deviennent toutefois de plus en plus difficiles à trouver, tant le gazole tant aujourd'hui à se raréfier dans les gammes. Il devient même compliqué de dénicher un modèle français qui propose encore ce choix, en dehors des utilitaires. Chez les citadines polyvalentes, la Renault Clio fait carrément office de dernier des Mohicans avec son 1.5 Blue dCi 100 très réussi. Mais le surcoût de 2 200 € à équipement identique par rapport au 1.0 Eco-G 100 sera

extrêmement long à amortir malgré une consommation de carburant bien plus basse, surtout que le moteur essence est ici aussi compatible GPL.

La démonstration reste valable pour la plupart des véhicules du marché. Un BMW X1 sDrive 20d de 163 ch débute ainsi à 48 500 €, soit pas moins de 2 800 € de plus que le sDrive 20i de 170 ch alimenté au sans plomb. Cela n'a clairement pas fait les affaires du diesel, qui a également dû subir un climat politique de plus en plus hostile à son égard depuis l'éclatement du scandale du dieselgate chez Volkswagen. Les ventes de véhicules alimentés au gazole ne cessent ainsi de s'effondrer en Europe, le seul continent historiquement favorable à ce carburant, pour tomber à peine au-dessus de 10 % de part de marché en septembre 2024. Un sacré gouffre avec les 55 % qu'ils avaient atteint en 2011.

SpaceX prépare Starship à de nouveaux défis audacieux pour 2025

SpaceX ne s'est pas lancée à la conquête de l'espace pour trier les lentilles. Le pionnier privé du secteur s'apprête à franchir un nouveau cap avec Starship : le ravitaillement en carburant dans l'espace. Cette manœuvre, prévue pour mars 2025, précédera une démonstration d'atterrissage lunaire sans équipage. Un pas de plus vers l'objectif d'amener des astronautes sur la Lune en 2026.



Après avoir réussi à rattraper en plein vol son propulseur Super Heavy lors du dernier test en octobre, SpaceX poursuit sur sa lancée. L'entreprise d'Elon Musk multiplie les innovations technologiques pour tenir sa promesse à la NASA : faire atterrir des astronautes sur la Lune en septembre 2026. Objectif Lune donc, avec un contrat à 4,05 milliards de dollars qui implique de maîtriser des techniques jamais réalisées à cette échelle. Le ravitaillement en orbite de Starship représente l'un des plus grands défis à relever. Une prouesse indispensable pour permettre au vaisseau de transporter sa précieuse cargaison humaine jusqu'à notre satellite naturel.

La NASA réinvente sa façon de travailler avec les entreprises spatiales privées

Il semble que les exploits techniques de SpaceX aient tapé dans l'œil de la NASA. Après avoir lancé le projet de récupérer et le lanceur, et le vaisseau de Starship, l'agence spatiale a choisi pour Starship une approche radicalement différente de celle utilisée pour son programme Space Launch System (SLS pour les pressés). Plutôt que les contrats à prix coûtant majoré qui encourageaient les dépassements de budget, SpaceX doit respecter seulement 27 exigences système, contre des centaines habituellement. Le nouveau programme, Human Landing System, prévoit un paiement unique et fixe de 2,99 milliards de dollars pour SpaceX, à condition d'atteindre la totalité de ses objectifs. Plus de souplesse d'un côté, plus de libertés de l'autre, l'équation magique qui a permis d'innover tout en gar-

dant le cap sur les objectifs essentiels. Les astronautes de la NASA restent impliqués, notamment pour la conception de l'intérieur du vaisseau qu'ils examinent chaque mois. Cette collaboration plus souple tranche avec le modèle historique de l'agence, mais semble porter ses fruits : le projet avance à grands pas malgré sa complexité technique.

Le transfert de carburant en orbite, prochain défi technique de taille pour SpaceX

Et comme il semble que SpaceX n'attente pas la transformation d'un essai pour se remettre en jeu, des tests de ravitaillement orbital sont prévus pour mars 2025. Ils devraient opérer un virage historique dans l'exploration spatiale. Jamais une telle manœuvre n'a été réalisée à l'échelle envisagée par SpaceX. Le succès de cette opération est plus que jamais attendu, car il ouvrira la voie au transport de charges utiles massives au-delà de l'orbite terrestre. La NASA suit de près ces développements, en marquant SpaceX à la culotte de son expertise sur des aspects plus pointus comme les composants cryogéniques et les tuiles thermiques. Un petit coup de pression utile, puisque les tests doivent être validés avant l'été 2025 pour respecter le calendrier qui prévoit une revue critique de conception dans la foulée. Ce n'est qu'après cette phase majeure que la NASA pourra certifier que SpaceX a satisfait l'ensemble des exigences système, ouvrant ainsi la voie aux missions lunaires habitées. Ou pas. Viser la Lune, ça ne fait pas peur à SpaceX.

SPACEX

L'histoire folle de la première récupération de la capsule Crew Dragon



L'histoire se passe en 2010. Cinq employés de SpaceX se sont retrouvés coincés une nuit entière sur une barge au milieu de l'océan, côte à côte avec une capsule Dragon remplie de carburant hautement explosif. Nous sommes en 2010, SpaceX n'en est qu'à ses débuts, et le moins que l'on puisse en dire, c'est que cela n'a rien à voir avec les performances d'aujourd'hui. Après avoir réussi le premier vol de sa capsule Crew Dragon, l'équipe chargée de sa récupération a dû improviser face aux caprices de la météo. Il faut dire qu'à cette époque, la petite entreprise spatiale privée ne disposait pas des procédures sophistiquées d'aujourd'hui. Les ingénieurs ont donc été contraints de passer la nuit dans un conteneur maritime, à quelques mètres d'un vaisseau contenant encore du carburant hypergolique, un composant qui s'enflamme spontanément au contact de l'air. Une mission de récupération qui aurait pu très mal tourner.

Les premiers héros de SpaceX ont risqué leur vie pour sauver Dragon

Kevin Mock et son équipe de quatre personnes n'avaient pas le choix. La capsule Dragon venait d'amerrir, et il fallait absolument la récupérer pour prouver à la NASA que SpaceX pouvait assurer des missions spatiales en toute sécurité. Équipé d'une perche de 6 mètres et d'outils de détection des gaz, ce club des cinq a d'abord vérifié l'absence de fuites autour du vaisseau. Une tâche délicate, car la moindre fuite de carburant hypergolique aurait pu provoquer une énorme explosion. Finalement, après avoir hissé Dragon sur leur barge, les techniciens ont enfilé leurs combinaisons de protection et leurs réserves d'air individuelles pour commencer le drainage des réservoirs. Huit heures d'un travail minutieux, qualifié par Roger Carlson, un physicien présent sur place, comme « le plus dur qu'il ait jamais vu chez SpaceX ou ailleurs », comme il l'indique chez Business Insider.

La mer agitée transforme une mission technique en aventure maritime

Mais mère Nature a décidé de compliquer la tâche aux valeureux salariés d'Elon Musk. La nuit tombée, l'océan s'est déchaîné. Les vagues sont devenues si dangereuses que le capitaine du navire principal a interdit tout transfert entre les deux embarcations. L'équipe de Kevin Mock s'est donc retrouvée piégée sur la barge, sans lit ni ravitaillement, comme des poules qui ont trouvé un couteau, à devoir coucher à côté de leur dangereuse cargaison. Leurs collègues du navire principal ont improvisé : des sacs de couchage et des collations ont été jetés sur la barge dans des sacs-poubelle, comme un message de soutien flottant sur les vagues. Et vogue la galère. Les cinq hommes se sont entassés dans un conteneur d'expédition de 6 mètres, épuisés, mais soulagés d'avoir accompli leur mission. « Nous étions tellement fatigués que nous avons plutôt bien dormi », confiera plus tard Kevin Mock à Eric Berger, l'auteur qui a recueilli ce témoignage et écrit un ouvrage intitulé Reentry: SpaceX, Elon Musk, and the Reusable Rockets that Launched a Second Space Age.

Mots fléchés

Capitale d'un état européen (qui a perdu son U) Ancienne Istanbul		Lichen Il a le blanc, il y a le bleu		Qui n'est pas poli Sa capitale est Florence		Passereau		Une civilisation précolombienne Une civilisation		Entichées		Région de Bretagne Elle chante Banana Split	
Un cépage Appelés à haute voix						Avec une négation, jamais Baronne de la Tronche-en-Biais				Rivière en espagnol Moultures saillantes			
					Transpiration								
Hôpital		Scribouiller Qui se rapporte au vin							Le chien le ronge Juste après la maternelle			Avec les taxes	Planche de cuivre gravée
			Tailler		Petite minute			Île grecque Milieu du jour					
Période avant Noël Semblable						Infecta Couvre le camembert							
					Joli mois Préfecture du Calvados				Commune du Piémont		Cuivre Gus		
Roi d'Israël				L'ivrogne le lève souvent Un film de Luis Buñuel							Prénom féminin	Cérium	
Déversés	Intrépides	Corvidé Ester d'un acide					Très vite avec presto						
							Très court	Congédier Outil pour percer					
Mot de passe Pas grand chose				État de béatitude parfaite Vieux Tokyo								Transpirée	
					Genre de poisson Tête à tête					Cheville fixée au bout d'un essieu Vainqueur de Traalga			
Vient de rire Remorque fermée			Croquis								Connu		Mesurées
			A remplacé la Société des Nations Souveraines				Remblais Ornement de chapiteaux						
Affluent de la Garonne Cube de jeu				Nain ou géant malveillant						Napperon de table			
		Panorama		Songes						Se dit pour un hareng	Qui est en feu	Lac américain	
Fabrique Relatif à un équidé						Légumineuse		Blé Points cardinaux					
				Exclamation méridionale			Catapulte chez les romains Mot de peste						
Saison Licencieux				Elle a un secret					Jointe				
				Agence spatiale				Inventés					

Séances plénières à partir de lundi consacrées à la présentation du PLF 2025

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, lundi à 09:00, en séances plénières consacrées à la présentation et au débat du projet de loi de finances (PLF) de l'exercice 2025, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. Le débat général autour du PLF 2025 se poursuivra jusqu'à mercredi 6 novembre, avant la clôture des plénières par les interventions des présidents des groupes parlementaires, suivies de la réponse du ministre des Finances aux interrogations des députés, selon la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 4 novembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



SOLIDARITÉ NATIONALE

La ministre Krikou reçoit la responsable de la Direction femmes, genre et jeunesse à l'UA

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a reçu, dimanche au siège du ministère, la responsable de la Direction femmes, genre et jeunesse à l'Union africaine (UA), Nonkululeko Prudence Ngwenya, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, la ministre a présenté "l'expérience algérienne en matière de protection, de promotion et d'autonomisation économique des femmes", précise la même source. A cette occasion, les deux responsables ont examiné "les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'UA dans le domaine social, notamment dans la protection des femmes contre toutes les formes de violence", mettant l'accent sur "le développement des mécanismes de soutien économique pour atteindre l'autonomie financière et l'intensification de la coordination" entre les deux parties, selon la même source. La responsable de la Direction femmes, genre et jeunesse à l'UA a, pour sa part, salué "les mécanismes adoptés par l'Algérie en matière de protection et de promotion de la femme", souhaitant "tirer parti de l'expérience algérienne dans ce domaine et la partager avec les pays de l'Union africaine", conclut le communiqué.

EL-MEGHAÏER

Mise en service de nouveaux projets de développement

Plusieurs projets de développement, tous secteurs confondus, ont été mis en service dans la wilaya d'El-Meghaïer, dans le cadre du programme des festivités marquant le 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, sous la supervision des autorités de la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. A cet effet, 11 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité dans la zone "Masaka Acharqiya" relevant de la commune de Sidi Khelil, en sus de l'installation de trois (3) nouveaux transformateurs électriques, la réalisation d'un réseau de moyenne tension (MT) de plus de 1,20 km, et un réseau de basse tension (BT), a-t-on précisé. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité dans la wilaya, qui a nécessité un montant de plus de 17 millions DA, selon la même source. Dans le même sillage, un transformateur électrique a été également mis en service pour l'alimentation de 100 foyers en électricité dans le village agricole de la commune de Stil, dont 36 familles ont déjà bénéficié dans un premier temps de cette énergie, alors que les foyers restants seront raccordés au réseau d'électricité dès l'achèvement des travaux de construction, a-t-on ajouté. Des travaux de réalisation et d'équipement d'un forage albien, ainsi que son raccordement au réseau d'électricité, ont été lancés, outre l'inauguration d'un nouveau groupement scolaire dans la commune de Sidi Khelil. Il s'agit aussi de la mise en service d'un poste de transformation 220/30 Kilovolts, dans la commune d'Oum Tior, pour renforcer le réseau principal de distribution, ont indiqué les services de la wilaya d'El-Meghaïer.

FORUM DE LA JEUNESSE AFRICAINE À ORAN

L'emploi, l'éducation et l'entrepreneuriat, centres d'intérêt des jeunes participants

L'emploi, l'éducation et l'entrepreneuriat ont été les thèmes d'intérêt des participants à la quatrième édition du Forum de la jeunesse africaine, qui se poursuit samedi à Oran. Ces thèmes ont été débattus dans des sous-sessions à huis clos, où les participants ont appelé à ce que l'expérience algérienne dans les domaines de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de l'éducation soit généralisée dans leurs pays, étant donné qu'elle présente des indicateurs très satisfaisants. "L'Algérie est l'un des pays leaders dans le domaine de l'emploi et de l'entrepreneuriat, grâce à la mise en place de plusieurs mécanismes d'emploi à même de créer des postes d'emploi", a déclaré Fatima Dia du Sénégal. "Ces mécanismes permettront aux jeunes de créer leurs propres entreprises dans divers domaines, notamment dans l'agriculture et l'élevage", a-t-elle ajouté. Pour sa part, Salmatou Alhassan du Niger a salué le modèle algérien dans le domaine de l'emploi, qui offre des incitations financières et fiscales permettant aux jeunes d'intégrer le monde de l'entrepreneuriat et de contribuer à la concrétisation de leurs innovations et projets sur le terrain. Mme. Salmatou souhaite que son pays "s'inspire de l'expérience algérienne dans ce domaine et soutienne les jeunes nigériens dans la création de leurs entreprises, l'obtention de crédits bancaires et d'incitations fiscales", soulignant que l'Algérie est devenue "un modèle dans plusieurs domaines". Pour sa part, le président du Conseil national de la jeunesse du Sénégal, Khadim Diop, a souligné l'importance des thèmes abordés, lors de ce forum, compte tenu des évolutions et des changements que connaît le monde et que



les pays du continent doivent suivre. "Il est important pour nous, Africains, de nous réunir ici à Oran pour discuter de sujets très importants pour la jeunesse africaine, qui doit jouer un rôle de premier plan dans la renaissance de notre continent () Il est vrai que le thème principal est l'éducation, mais il y a des thèmes très importants que nous allons aborder, comme la participation des jeunes dans les instances de décision, la numérisation et tout ce qui concerne les questions d'actualité en Afrique", a indiqué le même intervenant. Le chef de la délégation de la jeunesse libyenne, Zakaria Ramadan, a indiqué que "durant les deux premiers jours du Forum, sa délégation a tenu des réunions et des échanges fructueux avec les délégations participantes sur les principales questions intéressant la jeunesse du continent,

notamment la paix, le développement et le règlement des conflits". Il a précisé que sa délégation a saisi l'occasion de sa présence à Oran pour tenir des réunions avec des jeunes de premier plan de différents pays africains afin d'échanger des expériences et des expertises et d'étudier les possibilités de coopération et d'échange dans les domaines intéressant la jeunesse, en particulier dans le domaine culturel. Le Forum de la jeunesse africaine se déroule sur quatre jours, avec la participation de 500 jeunes hommes et femmes de 55 pays, sur le thème "L'éducation africaine adaptée au 21e siècle: Construire des systèmes éducatifs résilients pour améliorer l'accès à un apprentissage inclusif, tout au long de la vie, de haute qualité et pertinent pour l'Afrique".

R E

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Hausse de 23% des financements en Afrique durant l'exercice 2023/2024

La filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé a soutenu 130 projets dans 45 pays pour un montant record de 14,2 milliards \$, afin d'accompagner les entrepreneurs locaux qui font souvent face à des difficultés en matière d'accès aux financements. La Société financière internationale (SFI) a annoncé, dans un commu-

niqué publié fin octobre 2024, avoir réalisé des investissements d'un montant record de 14,2 milliards de dollars en Afrique durant l'exercice fiscal 2023/2024 (1er juillet-30 juin). Ce montant, qui représente une hausse de 23% par rapport à l'exercice précédent, comprend 8,5 milliards de dollars de finance-

ments à long et à court terme mobilisés par la SFI et 5,7 milliards de dollars collectés auprès d'investisseurs partenaires, a-t-on précisé de même source. La répartition sectorielle de ces fonds montre que la filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé a engagé 3,9 milliards de dollars pour le financement du

commerce, 1,6 milliard de dollars pour aider les petites entreprises à se développer, 1,1 milliard de dollars pour stimuler la connectivité numérique et 1,9 milliard de dollars pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, y compris dans des projets d'énergie propre et de construction écologique.

MÉDÉA

Formation dans la prévention et la sécurité des tunnels et lignes ferroviaires

Une formation accélérée consacrée à la sécurité et la prévention à l'intérieur des tunnels et sur les lignes ferroviaires a débuté au siège de l'unité d'intervention secondaire de la Protection civile d'Ouzera, à l'est de Médéa, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la Protection civile. Cette formation s'inscrit dans le cadre du programme de coopération entre l'Algérie et l'Union Européenne destiné à renforcer les échanges d'expériences en matière de prévention et de gestion des risques au niveau de ce type

d'infrastructures, a expliqué, le chargé de la communication de la Protection civile de Médéa, Mohamed Hmidouche. Des officiers issus de quatorze directions de la Protection civile participent à cette formation encadrée par des experts étrangers spécialisés dans la prévention et la gestion des risques, et qui s'étalera jusqu'au 7 novembre courant, a-t-il ajouté. L'organisation de ce stage de perfectionnement vise à partager l'expérience acquise par certains pays membres de l'Union européenne dans la prise en charge des accidents survenus à

l'intérieur des tunnels ou sur des lignes ferroviaires, a souligné l'officier. La formation permettra également aux officiers participants d'acquérir de nouvelles connaissances, d'apprendre comment gérer ce genre d'accident et les moyens de prévention susceptibles d'aider à éviter des catastrophes et d'enregistrer des pertes humaines en cas d'accident impliquant des véhicules légers, des camions poids lourds, des trains de transport de voyageurs ou de marchandise, a conclu le lieutenant Hmidouche.